



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 avril 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 4th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Rèlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Club Richelieu Drummondville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Biron, Paul Rousseau, avocats, et Émile Goulet, ingénieur, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle; sous le nom de "Club Richelieu Drummondville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Letters Patent

Club Richelieu Drummondville

Notice is hereby given that under Part Three of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March 1953, incorporating as a corporation without share-capital: Antoine Biron, Paul Rousseau, advocates, and Émile Goulet, engineer, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To group its members together for charitable purposes in order that they may help one another in the field of personal culture, under the name of "Club Richelieu Drummondville".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Dorval Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1953, constituant en corporation: Armand Hébert, Rosaire Rancourt, entrepreneurs, de Dorval, Paul Trépanier, avocat, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs généraux pour toutes espèces de travaux publics ou privés, sous le nom de "Dorval Construction Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Eug. Chalifour, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1953, constituant en corporation: Jean Sansfaçon, gérant d'affaires, Thérèse Demers, secrétaire, Louise Demers, sténo-dactylo, tous de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeur en général, sous le nom de "Eug. Chalifour, Inc.", avec un capital de \$200,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Giroux Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1953, constituant en corporation: Emile Giroux, Marcel St-Jean et Gaston Giroux, tous garagistes, de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et la réparation générale de véhicules, moteurs, engins, machineries, sous le nom de "Giroux Automobile Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Grenon Frères, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Dorval Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of March 1953, incorporating: Armand Hébert, Rosaire Rancourt, contractors, of Dorval, Paul Trépanier, advocate, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders for all kinds of public or private workings, under the name of "Dorval Construction Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Eug. Chalifour, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1953, incorporating: Jean Sansfaçon, business manager, Thérèse Demers, secretary, Louise Demers, steno-typist, all of Sillery, judicial district of Québec for the following purposes:

To carry on business in general construction under the name of "Eug. Chalifour, Inc.", with a capital stock of \$200,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and into 1500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Giroux Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February 1953, incorporating: Emile Giroux, Marcel St-Jean and Gaston Giroux, all garage-keepers, of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Manufacture and deal in repairs in general, of vehicles, motors, engines, machinery, under the name of "Giroux Automobile Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34514 Deputy Attorney General.

Grenon Frères, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation: Lorenzo Grenon, Victor Grenon, Jean-Marie Grenon, tous trois industriels, de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous articles dans la confection desquels entrent le ciment, le béton ou leurs dérivés, sous le nom de "Grenon Frères, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Laberge, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1953, constituant en corporation: J.-Aimé Laberge, Paul Laberge, Jean-Pierre Collin, industriels, Léo Laberge, barbier, de Saint-Thomas de Montmagny, Philippe Noël, industriel, de Notre-Dame-du-Rosaire, tous du district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Construire, exécuter ou exploiter tout genre de travaux publics ou privés, sous le nom de "Laberge, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Thomas-de-Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec The Quebec Lumber Manufacturers' Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: James Gordon Russell, marchand de bois, de Cap Chat, district judiciaire de Gaspé, George M. Stearns, marchand de bois, de Mégantic, district judiciaire d'Arthabaska, John Edward Atkinson, marchand de bois, des cité et district judiciaire de Québec, Jos.-A. Dufresne, industriel, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, Ilas Gagnon, industriel, de Roberval, district judiciaire de Roberval, Paul Murdock, industriel, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, Louis-Philippe Saint-Laurent, industriel, de Luceville, district judiciaire de Rimouski, Raoul Guérette, industriel, d'Estcourt, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Promouvoir les meilleures méthodes d'opérations des terrains forestiers, ainsi que concernant la protection et la conservation des forêts, sous le nom de "L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec"—"The Quebec Lumber Manufacturers' Association".

been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March 1953, incorporating: Lorenzo Grenon, Victor Grenon, Jean-Marie Grenon, all three industrialists, of Bagotville, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in all articles, in the fabrication of which, cement, concrete or its by-products are used, under the name of "Grenon Frères, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Laberge, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March 1953, incorporating: J. Aimé Laberge, Paul Laberge, Jean-Pierre Collin, industrialists, Léo Laberge, barber, of Saint-Thomas de Montmagny, Philippe Noël, industrialist, of Notre-Dame du Rosaire, all of the judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To build, execute or to operate in any kind of public or private work, under the name of "Laberge, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and into 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Saint-Thomas-de-Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General on March ninth, 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec The Quebec Lumber Manufacturers' Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: James Gordon Russell, wood merchant, of Cap Chat, judicial district of Gaspé, George M. Stearns, wood merchant, of Mégantic, judicial district of Arthabaska, John Edward Atkinson, wood merchant of the city and judicial district of Québec, Jos. A. Dufresne, industrialist, of Val d'Or, judicial district of Abitibi, Ilas Gagnon, industrialist of Roberval, judicial district of Roberval, Paul Murdock, industrialist, of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, Louis-Philippe Saint-Laurent, industrialist of Luceville, judicial district of Rimouski, Raoul Guérette, industrialist, of Escourt, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To promote the best methods of operation in forestry areas, also methods concerning the protection and conservation of forests, under the name of "L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec"—"The Quebec Lumber Manufacturers' Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Paradis des Dames Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1953, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats, Madeleine Bilodeau, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, des vêtements, garnitures de maison, ameublements, chaussures, bijoux, articles de toilette, sous le nom de "Paradis des Dames Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trois mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Paris Style Leather Goods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1953, constituant en corporation: David C. Greenfeld, Chaim Steingart, Sucher Brafman, tous manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et dessinateurs d'articles en cuir et de tous produits faits de cuir, plastique, étoffe, sous le nom de "Paris Style Leather Goods Inc.", avec un capital de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

Paul-O. Lepage, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation: Jean Trudel, avocat, conseil en loi de la Reine, Louis-Claude Trudel, avocat, Alice Sanche, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Extraire, transformer, et faire le commerce de la pierre, du ciment, sous le nom de "Paul-O. Lepage, Limitée" avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Paradis des Dames Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March 1953, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, advocates, Madeleine Bilodeau, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, wearing apparel, household furnishings, furniture, foot-wear, jewellery, toilet articles, under the name of "Paradis des Dames Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Paris Style Leather Goods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1953, incorporating: David C. Greenfeld, Chaim Steingart, Sucher Brafman, all manufacturers of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of leather manufacturers and designers and all products made of leather, plastics, cloth, under the name of "Paris Style Leather Goods Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

Paul-O. Lepage, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, incorporating: Jean Trudel, advocate, Queen's Council, Louis-Claude Trudel, advocate, Alice Sanche, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To extract, transform and deal in stone, cement under the name of "Paul-O. Lepage, Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515-o L. DÉSILETS.

Province of Quebec School Curling Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Eugène Marchand, industriel, William Gerald Delaney, marchand, Charles Gregory Michaud, préposé à la vente de billets C.P.R., tous trois de la cité de Québec, Louis-Philippe St-Hilaire, agent général C.P.R., de St-Romuald, Hugh Edward Weyman, ingénieur de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir et administrer une association d'écoles de curling, sous le nom de "Province of Quebec School Curling Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à 635, rue St-Cyrille, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

Quebec Catering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1953, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Walter Creighton Leggat, Roland Racicot, avocats, Galen Lee Prime, gérant, Carl Elliott Proctor, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant, café, cafétéria et agir comme aubergistes, sous le nom de "Quebec Catering Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

Raybec Construction Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Athur Daniel Ruby, comptable agréé, Lewis Jack Manolson, comptable agréé et Irwin Bernard Blond, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Eriger, améliorer, altérer et administrer des édifices et négocier des matériaux de construc-

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34515 Deputy Attorney General.

Province of Quebec School Curling Association

Notice is hereby given that under Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of February, 1953, incorporating without share capital: Charles-Eugène Marchand, industrial, William Gerald Delaney, merchant, Charles Gregory Michaud, ticket agent, C.P.R., all three of the city of Québec, Louis-Philippe St-Hilaire, general agent, C.P.R., of St-Romuald, Hugh Edward Weyman, engineer, of Lévis, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To promote and manage a school curling association, under the name of "Province of Quebec School Curling Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 635, St-Cyrille, St., Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

Quebec Catering Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of February 1953, incorporating: John Henry Colby, Walter Creighton Leggat, Roland Racicot, advocates, Galen Lee Prime, manager, Carl Elliott Proctor, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant, café, cafeteria and lodging house keepers, under the name of "Quebec Catering Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

Raybec Construction Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of February, 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Athur Daniel Ruby, chartered accountant, Lewis Jack Manolson, chartered accountant, and Irwin Bernard Blond notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter and manage buildings and deal in building materials, under the name

tion, sous le nom de "Raybec Construction Company Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34515

L. DÉSILETS.

of "Raybec Construction Company Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100. each, and 200 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34515-o

Deputy Attorney General.

Reliance Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1953, constituant en corporation: Johannes Schulze, marchand, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de son mari Sydney Leon Goldwater, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Robert Ehrmann, marchand, de la cité de New York, Etat de New York, un des États Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, cuirs, marchandises, articles, marchandises et substances s'y rapportant, sous le nom de "Reliance Trading Corp." avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34515

L. DÉSILETS.

Reliance Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1953, incorporating: Johannes Schulze, merchant, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property from her husband Sydney Leon Goldwater, both of the city and judicial district of Montreal, Robert Ehrmann, merchant, of the city of New York, State of New York, one of the United States of America, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, leathers, goods, wares, merchandise and materials relating thereto, under the name of "Reliance Trading Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34515-o

Deputy Attorney General.

Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1953, constituant en corporation: Zeb Herman, Claire Herman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Zeb Herman et par son mari dûment autorisée aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Charles Herman, gérant, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands s'occupant du négoce de toutes variétés de marchandises ordinairement tenues en magasin par les bijoutiers, orfèvres, horlogers, sous le nom de "Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34515

L. DÉSILETS.

Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of February, 1953, incorporating: Zeb Herman, Claire Herman, housewife, wife separate as to property of the said Zeb Herman and by her said husband duly authorized for the purposes hereof, both of the city of Outremont, Charles Herman, manager of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silver-smiths, watch-makers, clockmakers, under the name of "Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of \$10 each, and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34515-o

Deputy Attorney General.

Ritchie Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1953, consti-

Ritchie Co., Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1953, incorporating:

tuant en corporation: Gaston Baribeau, comptable agréé, Jeannette Gamache, sténographe, fille majeure, Gaston Bellerive, comptable, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuilles et de placements, sous le nom de "Ritchie Co., Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège de la compagnie sera à 118, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

St. Lawrence Clothing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1953, constituant en corporation: Melvin Salmon avocat, Mary Goldwater secrétaire, épouse séparée de biens de Sidney Goldwater, Tatjana Iszkow, secrétaire, épouse séparée de biens de Mikolaj Iszkow, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'articles vestimentaires, sous le nom de "St. Lawrence Clothing Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

Shulman Paper & Twine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1953, constituant en corporation: Harry Shulman, Jacob Shulman, maîtres-camionneurs, Sol Shulman, vendeur de Montréal, Aaron Shulman, maître-camionneur, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et négocier toutes sortes de papiers, papier-carton, carton, carton-paille, substituts et produits du papier; et aussi de cordages, câbles, ficelles, sous le nom de "Shulman Paper & Twine Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 589 rue Montfort, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34515 L. DÉSILETS.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 329912. Dame

Gaston Baribeau, chartered accountant, Jeannette Gamache, stenographer, spinster, Gaston Bellerive, accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of a holding investment company, under the name of "Ritchie Co., Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 118, Radisson St., Trois-Rivières, in the judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

St. Lawrence Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1953, incorporating: Melvin Salmon, advocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sidney Goldwater, Tatjana Iszkow, secretary, wife separate as to property of Mikolaj Iszkow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of manufacturers and dealers in wearing apparel, under the name of "St. Lawrence Clothing Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

Shulman Paper & Twine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1953, incorporating: Harry Shulman, Jacob Shulman, masters carters Sol Shulman, salesman, of Montreal, Aaron Shulman, master Carter, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in any and all kinds of papers, paper-board, cardboard, strawboard, paper substitutes and paper materials; and in cordage, ropes, twines, under the name of "Shulman Paper & Twine Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100. each, and 250 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at 589 Montfort St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34515-o Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 329912. Dame Betty

Betty Gallow, épouse commune en biens de Hyman Arlin, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Hyman Arlin, époux de la demanderesse, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans la présente cause, le 10e jour de mars 1953.

Montréal, le 23 mars 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,

MERGLER & MERGLER,

637 ouest, rue Craig,

Montréal, Québec.

34535

Gallow, wife common as to property of Hyman Arlin, merchant, of the City and District of Montreal, plaintiff, vs Hyman Arlin, husband of plaintiff, of the same place, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this present cause on the 10th day of March 1953.

Montreal, March 23rd, 1953.

MERGLER & MERGLER,

Attorneys for plaintiff,

637 Craig St. West,

Montreal, Quebec.

34535-0

Action en séparation de corps et de biens

Action for Separation as to Bed and Board

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 329652. Dame Elsie May Wright, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Robert Henry Wilkie, steamfitter des mêmes lieux, cette dernière autorisée aux fins des présentes par jugement de cette Cour, demanderesse, vs Henry Robert Wilkie, des cité et district de Montréal, défendeur.

Canada, Province de Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 329652. Dame Elsie May Wright, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Robert Henry Wilkie, steamfitter, of the same place, the latter hereby authorized by a judgment of the Court, plaintiff; vs Henry Robert Wilkie, of the city and district of Montreal, defendant.

AVIS

NOTICE

Une action en séparation de corps et de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur le 4 mars 1953.

Dont avis.

Montréal 25 mars 1953.

Le Député-protonotaire, C.S.M.,

J. B. CARBONNEAU.

Le Procureur de la demanderesse,

Me. YVES PELLETIER.

34547-0

An action for separation as to bed and board has been taken by the plaintiff against the defendant on March 4, 1953.

Therefore, this notice.

Montreal, March 25, 1953.

J. B. CARBONNEAU,

Deputy Prothonotary, S.C.M.

Me. YVES PELLETIER.

Attorney for the plaintiff.

34547

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 335

Number 335

Québec, le 19 mars 1953.

Quebec, March 19, 1953.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNANT le nouveau développement minier dans les régions éloignées du Nouveau-Québec.

CONCERNING new mining development in the outlying regions, of New Quebec.

"IL EST ORDONNE, de plus:

IT IS ORDAINED, moreover:

Qu'une étendue, désignée bloc C et liserée en bleu sur le plan annexé à la dite proposition, soit réservée et soustraite au jalonnement en claims miniers pour une période de douze mois, à compter du 16 mars 1953. Cette étendue, d'une superficie d'environ cent (100) milles carrés, a pour limite sud une ligne est-ouest d'une longueur de trois milles, dont l'extrémité ouest se trouve au poteau N° 4 du claim C-60632 cl.1, à l'est et à l'ouest par deux lignes de direction nord astronomique se prolongeant jusqu'au rivage du détroit d'Hudson."

THAT an area, designated as Block C and outlined in blue on the plan annexed to the said project, be reserved and withdrawn from staking for a period of twelve months, as from March 16, 1953. This area, covering a surface of about one hundred (100) square miles, is limited to the south by an east-western line, three miles in length, of which the uttermost western limit is located at Post 4 of Claim C-60632 cl.1, to the east and west by two lines running in an astronomical northern direction, extending as far as the banks of the Strait of Hudson.

(Extrait.)

(Excerpt.)

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,
34531-0 (Signé) C. LARICHELIERE.

Signed: C. LARICHELIERE,
34531 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 374

—
Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 68-G et 1336-D des 31 janvier et 23 décembre 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 février 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) Travail de jour:

Classe "A":

	<i>l'heure</i>
Typographe, opérateurs de claviers et fondeuses, électrotypeur	\$1.575
Finisseur-doreur en reliure	1.575
Clicheur	1.56
Pressier	1.55
Relieur	1.51
Photographe et opérateur de caméra ..	1.51
Aide: 1ère année	0.60
2ème année	0.64

Classe "B":

Typographe, opérateur de claviers et fondeuses	1.525
Finisseur-doreur en reliure	1.525
Pressier à l'aniline (sacs en papier) ..	1.53
Clicheur	1.52
Pressier	1.51
Relieur	1.48
Aide: 1ère année	0.60
2ème année	0.64

Classe "C":

Typographe, opérateur de claviers et fondeuses	1.475
Finisseur-doreur en reliure	1.475
Clicheur	1.47
Pressier	1.46
Relieur	1.44
Aide: 1ère année	0.60
2ème année	0.64

Classe "D":

Typographe	1.27
Pressier sur plateau	1.27

Classe "E":

Relieur	1.42
Finisseur-doreur en reliure	1.435"

2° Le paragraphe "d" de l'article V est remplacé par le suivant:

"d) Apprentis: Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification:

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 374

—
Québec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 141 of February 8, 1951, and amended by Orders in Council Nos. 68-G and 1336-D of January 31 and December 23, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 21, 1953;

WHEREAS the objections raised have been considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 141, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"a) Day shift:

Class "A":

	<i>Per hour</i>
Typographer, keyboard, caster operator and electrotyper	\$1.575
Bookbinding finisher-gilder	1.575
Stereotyper	1.56
Pressman	1.55
Bookbinder	1.51
Photo-engraver and camera operator ..	1.51
Helper: 1st year	0.60
2nd year	0.64

Class "B":

Typographer, keyboard and caster operator	1.525
Bookbinding finisher-gilder	1.525
Aniline press (paper bags)	1.53
Stereotyper	1.52
Pressman	1.51
Bookbinder	1.48
Helper: 1st year	0.60
2nd year	0.64

Class "C":

Typographer, keyboard and caster operator	1.475
Bookbinding finisher-gilder	1.475
Stereotyper	1.47
Pressman	1.46
Bookbinder	1.44
Helper: 1st year	0.60
2nd year	0.64

Class "D":

Typographer	1.27
Pressman on platen press	1.27

Class "E":

Bookbinder	1.42
Bookbinding finisher-gilder	1.435"

2. Subsection "d" of section V is replaced by the following:

"d) Apprentices: Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Par semaine				Per week		
	Classes				Classes		
	"A"	"B"-"C"-"D"-"E"			"A"	"B"-"C"-"D"-"E"	
1ère année	\$19.50	\$18.00	\$18.00	1st year	\$19.50	\$18.00	\$18.00
2ème année.	24.50	23.00	22.00	2nd year	24.50	23.00	22.00
3ème année.	28.50	27.00	25.00	3rd year	28.50	27.00	25.00
4ème année.	32.50	31.00	28.00	4th year	32.50	31.00	28.00
5ème année:				5th year:			

Ces salaires sont payables sur la base horaire."

3° Les paragraphes "g" et "h" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"g) Les filles du département de reliure doivent recevoir:

	par semaine
1ère année, 1er semestre	\$17.00
1ère année, 2ème semestre	18.00
2ème année, 1er semestre	20.00
2ème année, 2ème semestre	21.00
3ème année, 1er semestre	22.00
3ème année, 2ème semestre	26.00
4ème année, 1er semestre	28.00
4ème année, 2ème semestre	30.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire."

"h) 1. Dans les comtés de Lévis et Lotbinière, bien que faisant partie du district judiciaire de Québec, la cédule des salaires peut toutefois être réduite de trois pour cent (3%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi.

2. Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de dix pour cent (10%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi."

4° Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article VIII:

"d) En autant que ce soit un jour ouvrable, le jour de la Confédération doit être payé au taux des heures régulières de travail, qu'il soit chômé ou non par l'atelier."

5° Les paragraphes "g", "h" et "i" de l'article IX sont radiés et remplacés par les suivants:

"g) Les compagnons et les apprentis typographes, porteurs d'une carte de cinquième année ont le droit d'exécuter du travail productif sur les machines à composer. Toutefois, tout atelier qui à cause de pénurie de main d'œuvre, ne peut se conformer à cette clause a le droit d'employer un apprenti de quatrième année, deuxième semestre, lequel doit recevoir un salaire proportionnel à son rendement jusqu'à ce qu'il atteigne un rendement minimum de 3,500 ems à l'heure auquel cas il doit recevoir son salaire de compagnon."

"h) Tous les certificats de qualification sont attribués exclusivement par le Bureau des Examineurs du Comité paritaire."

"i) Tout apprenti du district judiciaire de Québec assujéti au présent décret et qui n'aurait pas fréquenté dans un autre district judiciaire, une école d'imprimerie régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, est tenu de suivre les cours de perfectionnement qui sont donnés sous les auspices d'une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé."

"j) Les apprentis qui ont fréquenté une école d'imprimerie régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent obtenir des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens."

k) Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 187).

These wages are payable on an hourly basis".

3. Subsections "g" and "h" of section V are replaced by the following:

"g) Bookbinding female employees shall receive

	per week
1st year, first six months	\$17.00
1st year, second six months	18.00
2nd year, first six months	20.00
2nd year, second six months	21.00
3rd year, first six months	22.00
3rd year, second six months	26.00
4th year, first six months	28.00
4th year, second six months	30.00

The above wages are payable on an hourly basis."

"h) 1. In Levis and Lotbinière counties, although included in the judicial district of Quebec, the wage scale may be reduced by three percent (3%) and overtime be paid time and one half.

2. In the judicial districts other than that of Quebec, the wage scale may be reduced by ten percent (10%) and overtime may be remunerated at the rate of time and a half."

4. The following subsection "d" is added to section VIII:

"d) When falling on a working day, Confederation Day shall be paid straight time, whether worked or not by the shop."

5. Subsections "g", "h" and "i" of section IX are deleted and replaced by the following:

"g) Apprentice and journeyman typographer holding a fifth year card may do productive work on composing machines. However, in any shop unable to abide by this clause because of labour shortage, the employer may employ an apprentice of the fourth year, second six months, who shall receive wages proportional to his work until he attains a minimum output of 3,500 ems per hour, in which case he is to receive the journeyman's rate of pay."

"h) All competency cards are issued only by the Board of Examiners of the Parity Committee"

"i) Every apprentice of the judicial district of Quebec governed by the present decree and who has not attended in another judicial district a printing school under the Specialized Schools Act shall follow refresher courses given under the auspices of a school governed by the Specialized Schools Act.

"j) Apprentices who have attended a printing school under the specialized Schools Act shall be credited, as regards apprenticeship, in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations."

k) This section does not apply to persons under sixteen years of age in a public relief institution subject to the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

6° Le premier alinéa du paragraphe "b" de l'article X est remplacé par le suivant:

"b) Dans les départements des presses ou de clicherie et dans les ateliers de photogravure, d'électrotypie et d'offset, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par trois compagnons ou fraction de ce nombre."

7° Les paragraphes "f" et "g" de l'article X sont radiés.

8° La première phrase de l'article XVII est remplacée par la suivante:

"Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1953 inclusivement."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34516-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 374

Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 290-E, 506-B, 757-D et 1155-E des 22 mars, 15 mai, 19 juillet et 17 octobre 1951, et 251-A du 5 mars 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 février 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1256, soit modifié comme suit:

Les taux de salaires établis pour la zone II, à l'article II, sont remplacés par les suivants:

"Zone II"

Classifications: Taux horaires minima
A compter du
1er mai 1953

Mécanicien	\$1.10	\$1.20
Ajusteur	0.99	1.10
Forgeron	0.99	1.10
Aide	0.88	0.97

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34516-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 374

Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

6. The first paragraph of subsection "b" of section X is replaced by the following:

"b) In press or stereotyping departments, and in photogravure, electrotyping and offset establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof."

7. Subsections "f" and "g" of section X are deleted.

8. The first sentence of section XVII is replaced by the following:

"The present decree remains in force until December 31, 1953, inclusive."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34516-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 374

Quebec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 1256 of November 16, 1950, and amended by Orders in Council 290-E, 506-B, 757-D and 1155-E of March 22, May 15, July 19 and October 17 1951, and 251-A of March 5, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 14, 1953;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1256, be amended as follows:

The wages rates for Zone II, mentioned in section II, are replaced by the following:

"Zone II"

Classification: Minimum hourly Rates
From May 1, 1953

Mechanic	\$1.10	\$1.20
Fitter	0.99	1.10
Blacksmith	0.99	1.10
Helper	0.88	0.97

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34516-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 374

Quebec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 411 du 17 avril 1952 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'à 1er juillet 1953.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

34516-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 374

Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — décret relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, Section de Sherbrooke, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1233-A et 1634-B des 22 septembre et 2 décembre 1948, 1316-B du 24 novembre 1949, 146-A et 973-A des 1er février et 30 août 1950, 350-B, 541-B et 926-F des 4 avril, 30 mai et 22 août 1951 et 271-G et 787-A des 20 mars et 23 juillet 1952;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 31 janvier 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et, qu'en conséquence, ledit décret numéro 1519 soit modifié en y ajoutant le nom de "La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, Section de Sherbrooke", comme partie contractante de première part.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

34516-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 374

Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contrac-

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree No. 411 of April 17, 1953, as amended, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, be extended until July 1st, 1953.

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34516-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 374

Quebec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING the adding of a co-contracting party—decree relating to the construction industry in the Eastern Townships District.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Sherbrooke Branch, has submitted to the Minister of Labour a petition to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the Eastern Townships District, rendered obligatory by the decree No. 1519 of September 18, 1947, and amended by Orders in Council Nos. 1233-A and 1634-B of September 22 and December 2, 1948, 1316-B of November 24, 1949, 146-A and 973-A of February 1st and August 30, 1950, 350-B, 541-B and 926-F of April 4, May 30 and August 22, 1951, and 271-G and 787-A of March 20 and July 23, 1952;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 31, 1953;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted and that, consequently, the said decree No. 1519 be amended by adding the name of "The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Sherbrooke Branch" as contracting party of the first part.

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34516-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 374

Quebec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING the adding of a co-contracting

tante — décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), la Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, Section des Laurentides, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 octobre 1951, 71-C, 387-C et 788-D des 31 janvier, 9 avril et 23 juillet 1952;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 31 janvier 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et, qu'en conséquence, ledit décret numéro 657 soit modifié en y ajoutant le nom de "La Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, Section des Laurentides", comme partie contractante de deuxième part.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34516-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 374

Québec, le 26 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "H"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 504-B du 7 mai 1952, soit prolongé jusqu'au 1er juillet 1953, aux mêmes taux et conditions.

C. LARICHELIERE,

34516-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

party — decree relating to the construction industry and trades in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Laurentide Branch, has submitted to the Minister of Labour a petition to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory by the decree No. 657 of May 13, 1948, and amended by Orders in Council Nos. 971-E of June 30, 1938, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22, August 9 and 30 and October 26, 1950, 926-H and 1228-E of August 22 and October 31, 1951, 71-C, 387-C and 788-D of January 31, April 9 and July 23, 1952;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 31, 1953;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and that, consequently, the said decree No. 657 be amended by adding the name of "The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Laurentide Branch" as contracting party of the second part.

(Document "E" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34516-o Acting-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 374

Quebec, March 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "H"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 504-B of May 7, 1952, be extended until July 1st, 1953, with the same rate and conditions.

C. LARICHELIERE,

34516-o Acting Clerk of the Executive Council.

Assemblées

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Avis d'Assemblée

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de "Richelieu Bridge Company Limited" aura lieu au bureau de la compagnie à Saint-Jean, P.

Meetings

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Notice of Meeting

The annual general meeting of shareholders of "Richelieu Bridge Company Limited" will be held at the Company's office, in St. John, P.Q.,

Q. samedi le 18 avril 1953 à 2.00 hres p.m. au bureau du président. Saturday, April 18, 1953, at 2.00 o'clock p.m., in the President's office.

34518-o Le Secrétaire-trésorier,
YVES DELAND.

34518 YVES DELAND,
Secretary-Treasurer.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 15e jour d'avril 1953, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 11e jour de mars 1953 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 2e jour de-mars 1953.

34433-12-3 Le Secrétaire,
C. NIDEROST,

NOTICE

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the office of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 15th day of April, 1953, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 11th day of March, 1953, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 2nd day of March, 1953.

34433-12-3-o C. NIDEROST,
Secretary.

Avis divers

CROYDON FURNITURE MFG. CO. LTD.

Règlement N° 50

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à six.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à six (6);

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Daté à Montréal, P.Q., 19 mars 1953.

34519 (Seau) Le Secrétaire,
G. A. ALLISON.

Miscellaneous Notices

CROYDON FURNITURE MFG. CO. LTD.

By-Law No. 50

A By-Law to increase the number of Directors of the Company from three to six.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of the Company as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three (3) to six (6);

2. The By-Laws of the Company be and the same are hereby amended to agree with the foregoing.

Dated at Montreal, P. Q., March 19th, 1953.

34519-o (Seal) G. A. ALLISON,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Damien de Brandon", en date du 14 mars 1953, dont le siège social est situé à Saint-Damien-de-Brandon, dans le comté de Berthier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 mars 1953.

34520-o Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Damien de Brandon" under date of March 14, 1953 whereof the head office is at Saint-Damien-de-Brandon, in the county of Berthier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 18, 1953.

34520 Acting Under Secretary of the Province.
LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Red Reel Credit Union", en date du 16 mars 1953, dont le siège social est situé à Montréal-Est, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 mars 1953.

34523-o Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Red Reel Credit Union" under date March 16, 1953 whereof the head office is at Montreal-East, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 20, 1953.

34523 Acting Under Secretary of the Province.
LUCIEN DARVEAU.

MONTREAL STEVEDORING CORPORATION

Règlement onze

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de quatre à huit.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que le règlement trois de la compagnie est amendé en rayant l'article 1 et en y substituant le suivant:

"Article 1. Nombre des directeurs. Le bureau de direction de la compagnie sera composé de huit directeurs".

Certifié vraie copie:

Daté en la cité de Westmount, P.Q., ce 3e jour de mars 1953.

(Seau)
34521

Le Secrétaire-trésorier,
EDWARD IRWIN.

MONTREAL STEVEDORING CORPORATION

By-Law eleven

A By-law to increase the number of Directors from four to eight.

Be it and it is hereby enacted that By-law Three of the Company is amended by deleting Article 1 thereof and by substituting therefor the following:

"Article 1. Number of Directors. The Board of Directors of the Company shall consist of eight Directors".

Certified true copy:

Dated at the city of Westmount, P.Q., this 3rd day of March, 1953.

(Seal)
34521-o

EDWARD IRWIN,
Secretary-Treasurer.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 16 mars 1953, le changement de nom de "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers Menuisiers, Inc. des Chutes Shawinigan" en celui de "Syndicat des Charpentiers menuisiers de Shawinigan Falls", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34522-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 16th of March, 1953, authorized the change of name of "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers Menuisiers, Inc. des Chutes Shawinigan" into that of "Syndicat des Charpentiers Menuisiers de Shawinigan Falls", and such, pursuant to the provisions of section 7 and following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34522 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Garage Coopératif de Victoriaville", en date du 25 mars 1953 dont le siège social est situé à Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34526-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Garage Coopératif de Victoriaville", under date March 25, 1953, whereof the head office is at Victoriaville, in the county of Arthabaska and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34526 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 25 mars 1953, le règlement, tel qu'adopté le 20 août 1929, le règlement N° 1 (compte de banque), tel qu'adopté le 20 août 1929, le règlement N° 2 (documents à être signés), tel qu'adopté le 30 août 1929, le règlement N° 3a, tel qu'adopté le 4 septembre 1929, le règlement N° 4, autorisant l'émission de \$230,000. d'obligations, tel qu'adopté le 23 novembre 1929, le règlement N° 5, tel qu'adopté le 21 mars 1930, le règlement N° 6, tel qu'adopté le 11 avril 1930, le règlement N° 7 autorisant l'émission de \$225,000. d'obligations, tel qu'adopté le 9 mai 1930, le règlement N° 8, autorisant l'émission d'obligations au montant de \$80,000., tel qu'adopté le 13 février 1933, le règlement N° 9, donnant une garantie additionnelle pour les obligations au montant de \$225,000., tel qu'adopté le 13 février 1933, le règlement N° 11, tel qu'adopté le 15 avril 1935, le règlement N° 13, autorisant l'émis-

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-law, as adopted on August 20, 1929, by-law No. 1 (Bank Account), as adopted on August 20, 1929, by-law No. 2 (documents to be signed), as adopted on August 30, 1929, by-law No. 3a, as adopted September 4, 1929, by-law No. 4, authorizing the issue of \$230,000 of bonds, as adopted on November 23, 1929, by-law No. 5, as adopted on March 21, 1930, by-law No. 6, as adopted April 11, 1930, by-law No. 7, authorizing the issue of \$225,000 of bonds, as adopted on May 9, 1930, by-law No. 8, authorizing the issue of bonds amounting to \$80,000, as adopted on February 13, 1933, by-law No. 9, giving an additional guarantee for the bonds amounting to \$225,000, as adopted on February 13, 1933, by-law No. 11, as adopted on April 15, 1935, by-law No. 13, authorizing the issue of bonds for an amount of \$338,000, as adopted on June 12, 1939, and the amendment carried by by-law No. 1, as adopted on March 27, 1948, of the

sion d'obligations pour un montant de \$338,000., tel qu'adopté le 12 juin 1939, et l'amendement apporté au règlement N° 1, tel qu'adopté le 27 mars 1948, de l'"Hospice Saint-Henri Incorporée", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34532-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Habitations de Saint-Hilaire", en date du 20 février 1953, dont le siège social est situé à Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 17 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34533-o LUCIEN DARVEAU.

AVIS

(Loi des compagnies minières de Québec)

Avis est donné que la compagnie "Clover Petroleum Ltd.", autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs, a changé son agent principal, et que le nouvel agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. T. Palmer Howard, avocat, de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 31 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
34542 LUCIEN DARVEAU.

L'HOPITAL D'YOUVILLE DE SHERBROOKE

Règlement N° 30

Relatif à l'augmentation du nombre des directrices de la Corporation:

1° Le nombre des directrices de la Corporation est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de sorte que le Bureau de direction de la Corporation sera maintenant composé de cinq directrices;

2° Trois directrices constitueront un quorum à toute assemblée du Bureau de direction;

3° Tous règlements, résolutions et procédures de la Corporation antérieurs au présent règlement sont, par les présentes, amendés, modifiés ou révisés de façon à donner effet au présent règlement.

Je, soussignée, Sœur Saint-Hector, secrétaire de la Corporation "L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke", certifie, par les présentes, que le règlement n° 30 ci-haut a été dûment adopté par les directrices de la Corporation lors d'une assemblée tenue le 3 mars 1953 et a été par la suite ratifié à l'unanimité par tous les membres lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la Corporation tenue le même jour.

En foi de quoi, j'ai signé,
(Sceau)

34543-o

Sœur SAINT HECTOR.

"Hospice Saint-Henri Incorporée", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on March 25, 1953, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34532 Acting Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Habitations de Saint-Hilaire", under date February 20, 1953, whereof the head office is at Saint-Hilaire, in the county of Rouville and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 17, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34533 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(The Quebec Mining Companies Act)

Notice is hereby given that the "Clover Petroleum Ltd.", company has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities, to change its chief agent, and that its newly appointed chief agent, for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. T. Palmer Howard, advocate, of the town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirty-first day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

L'HOPITAL D'YOUVILLE DE SHERBROOKE

By-Law No. 30

Relative to the increase of the number of Directors of the Corporation:

1. The number of the Directors of the Corporation is hereby increased from three to five, so that the Board of Directors of the Corporation shall now be composed of five Directors;

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. All by-laws, resolutions and procedures of the Corporation anterior to the present by-law are, by these presents, amended, modified or revised so as to give effect to the present by-law.

I, the undersigned, Sister Saint-Hector, Secretary of the Corporation, "L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke," certify, by these presents, that above by-law No. 30, was duly adopted by the Directors of the Corporation at a meeting held on March 3, 1953 and has since been unanimously ratified by all the members at a special general meeting of the members of the Corporation held on the same day.

In Testimony whereof, I have signed,
(Seal)

34543

Sœur SAINT HECTOR.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Adolphe Studio Limitée" — "Adolphe Studio Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de janvier 1953.

Le Secrétaire,
34524-o KURT STEGMEIER.

AVIS DE DEMANDE D'ACCEPTATION DE L'ABANDON D'UNE CHARTE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "J.-Edmond Côté Limitée", s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Jonquière ce 16ème jour de mars, 1953.

Par le Président,
34528-o J.-EDMOND COTÉ.

ROBERT BERRY CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Robert Berry Co. Ltd." a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte aux fins d'annulation.

Montréal, P.Q. le 31 mars 1953.

Le Secrétaire,
34536 JEAN B. BERRY.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "L'Association des Policiers et Pompiers de la Cité de Granby, Inc.", incorporée suivant la troisième partie de la loi des Compagnies de Québec, s'adressera à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte émise au nom de ladite association le 22ème jour de novembre 1948, et enregistrée le 25 novembre, 1948, libro 219, Folio 154, par le Sous-Registraire de la Province.

Granby, Qué., le 28 mars 1953.

L'ASSOCIATION DES POLICIERS ET
POMPIERS DE LA CITÉ DE GRANBY,
INC.,

Par le Procureur,
34546-o GEO.-H. DUREAULT, C.R.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Adolphe Studio Limitée" — "Adolphe Studio Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 27th day of January, 1953.

KURT STEGMEIER,
Secretary.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "J.-Edmond Côté Limitée", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Jonquière, this 16th day of March, 1953.

J.-EDMOND COTÉ,
by Chairman.

ROBERT BERRY CO. LTD.

Notice is hereby given that "Robert Berry Co. Ltd." intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation.

Montreal, P.Q., March 31st, 1953.

JEAN B. BERRY,
34536-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Association of Policemen and Firemen of the City of Granby, Inc.", incorporated in virtue of Part three of the Quebec Companies' Act, will apply to the Honorable the Attorney General of the Province of Quebec, for permission to surrender its charter, issued in the name of the Association the 22nd day of November, 1948, and registered the 25th day of November, 1948; libro 219, Folio 154, by the assistant registrar of the Province.

Granby, Quebec, March 28th, 1953.

THE ASSOCIATION OF POLICEMEN AND
FIREMEN OF THE CITY OF GRANBY
INC.,

GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,
34546-o Solicitor.

Département des Affaires municipales

ANNEXION A LA VILLE D'ISLE MALIGNE

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 377, du 26 mars 1953, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. 1941, chapitre 233), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 12 du conseil

Department of Municipal Affairs

ANNEXATION TO THE TOWN OF ISLE-MALIGNE

To whom it may concern:

Notice is hereby given that by Order in Council No. 377, of March 26, 1953, and pursuant to the provisions of section 43 of the cities and towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 12 of the Council of the Town of

de la ville d'Isle-Maligne, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné au dit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Saint-Joseph-d'Alma et annexé à la ville d'Isle-Maligne.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans l'île d'Alma, dans le canton de l'île, étant le lot 9b du rang IV de l'île d'Alma du cadastre officiel du canton Delisle et dont les limites sont: vers le nord-est la rive sud-ouest de la Grande-Décharge; vers le sud la ligne séparant le dit lot 9b du rang IV de l'île d'Alma du lot 9a du même rang; vers l'ouest, cette partie de la limite actuelle de la ville d'Isle-Maligne passant par la ligne séparant le dit lot 9b rang IV de l'île d'Alma du lot de subdivision 1-1 du rang II de l'île d'Alma.

Québec, le 26 mars 1953.

Le Ministre des Affaires Municipales,
34529-o BONA DUSSAULT.

Isle-Maligne, and to enact that from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in said By-law and herein-under described, will be detached from the municipality of Saint-Joseph-d'Alma and annexed to the Town of Isle-Maligne.

This territory is the following:

A territory situate on the island of Alma, in the Township of "l'île" being lot 9b of range IV de l'île d'Alma on the official cadastre of the Delisle Township, the limits of which are: on the northeast the southwest bank of the "Grande-Décharge;" on the south, the line dividing the said lot 9b of range IV de l'île d'Alma of lot 9a of the same range; on the west, this part of the present limit of the Town of Isle-Maligne, passing through the line separating the said lot 9b range IV de l'île d'Alma from subdivision lot 1-1 of range II of l'île d'Alma.

Quebec, March 26, 1953.

34529 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 1400-52.

Québec, le 19 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, dans le comté de Mégantic, le territoire ci-dessus décrit et de l'annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante d'Inverness, dans le même comté.

Dans la paroisse de St-Pierre-Baptiste, les lots suivants, tous inclusivement: dans le rang XI (11), les lots 12 à 17. Tous les lots et parties de lots des rangs I à IV (1 à 4) inclusivement, situés entre le Lac St-Joseph au sud-est et la ligne de division entre les lots 17 et 18 dans ces quatre rangs, au nord-ouest.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34480-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1452-51.

Québec, le 19 mars 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire de l'Immaculée-Conception, dans le comté de Rouyn-Noranda, tel que décrit par l'arrêté ministériel numéro 3763, en date du 6 octobre 1944, soit annexé à la municipalité scolaire de Rouyn Village, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34486-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 257-53.

Québec, le 25 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Windsor, dans le comté de Richmond, les lots du cadastre officiel du canton de Windsor, portant les numéros 791, 797, 820, 889, 893 et 920 et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Windsor, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34497-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 144-53.

Québec, le 25 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprise de

Department of Education

No. 1400-52.

Quebec, March 19, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre-Baptiste, in the county of Megantic, the territory hereunder described, and to annex it to the protestant school municipality of Inverness, in the same county, for the benefit of protestant tax-payers only.

In the parish of St-Pierre-Baptiste, the following lots all inclusive: in range XI (11), lots 12 to 17. All lots and parts of lots in Ranges I to IV (1 to 4) inclusive, situate between Lake St-Joseph, south-eastwards and the dividing line between lots 17 and 18 in the said four ranges, north-westwards.

O. J. DESAULNIERS,
34480-13-2 Superintendent of Education.

No. 1452-51.

Quebec, March 19, 1953.

Application is made that the territory of the school municipality of l'Immaculée-Conception, in the county of Rouyn-Noranda, as described in Order in Council number 3763, dated October 6, 1944, be annexed to the school municipality of Rouyn Village, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34486-13-2 Superintendent of Education.

No. 257-53.

Quebec, March 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the township of Windsor, in the county of Richmond, lots bearing numbers 791, 797, 820, 889, 893 and 920, of the official cadastre of the township of Windsor, and to annex them to the school municipality of the town of Windsor, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34497-13-2 Superintendent of Education.

No. 144-53.

Quebec, March 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St. John, in the county of St. John, all lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, railway rights of way, water

chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux renfermées dans les limites suivantes, savoir:

Partant de l'angle sud-est au point de rencontre de la voie ferrée du chemin de fer Pacific Canadien et du côté est du lot N° 98; de là par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres se dirigeant vers le sud, limitant à l'ouest le côté est des lots 98 et 100 jusqu'à l'angle formé du coin sud-est du lot N° 100 et du coin nord-est des limites du Cimetière Catholique Romain de Saint-Jean-de-Québec; vers l'ouest, limitant du côté sud le côté nord du Cimetière Catholique Romain de Saint-Jean-de-Québec et le côté nord des lots 102 et 101 et le côté sud du lot N° 100; jusqu'au chemin du Grand Bernier; vers le nord, du côté est du chemin du Grand-Bernier, limitant à l'ouest les lots 100, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90; la ligne du lot 90 jusqu'au coin sud-ouest du lot 77; la ligne ouest du lot 77; la ligne sud du lot 78 jusqu'au coin sud-ouest de ce lot; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 78 à 89 inclusivement; la ligne nord du lot 89 et le côté sud du chemin limitant ledit lot; au nord jusqu'au centre de la rivière Richelieu; du centre de la rivière Richelieu vers le sud jusqu'à l'angle de prolongation du côté nord du lot 74 et du centre de la rivière Richelieu; de là cette dernière ligne en la suivant vers l'ouest jusqu'au côté nord-ouest du ruisseau Jackwood, puis ce ruisseau; la ligne séparative des lots 74 et 77 jusqu'à une ligne perpendiculaire à la ligne sud du lot 63 originant en un point de ladite ligne sud du lot 63 à une distance de 3,120 pieds anglais du coin sud-est dudit lot; ladite ligne perpendiculairement à la ligne sud du lot 63 jusqu'à un point distant de 360 pieds anglais de ladite ligne sud du lot 63; une parallèle à ladite ligne sud du lot 63 en allant vers l'ouest sur une distance de 342 pieds anglais; une perpendiculaire à la même ligne allant vers le sud sur une distance de 360 pieds anglais; ladite ligne sud du lot 63 jusqu'au coin sud-ouest dudit lot; et enfin une ligne brisée limitant vers l'est les lots 94, 95, 96, 97 et 98 pour revenir au point de départ: lequel territoire maintenant annexé à la cité de Saint-Jean et à être détaché de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean pour être annexé à la commission scolaire de Notre-Dame-Auxillatrice de Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Cette nouvelle annexion comprend donc les lots 100, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, et leurs subdivisions.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34498-13-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 393-53.

Québec, le 27 mars 1953.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit soit détaché de la municipalité scolaire du Canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, et annexé, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Rock Island et Stanstead Plain, dans le même comté, savoir, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Stanstead: 529 à 579, du rang VII (7); 580 à 635, du rang VIII (8); 722 à 742, du rang IX (9); 743 à 763, du rang X (10); 858 à 925, du rang XI (11); 926 à 970, du rang XII (12); 1029 à 1085, du rang XIII (13); 1086 à 1132, du rang XIV (14);

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34550-14-2 O. J. DESAULNIERS.

courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the southeast angle of the meeting point of the Canadian Pacific Railway line and on the east side of lot No. 98; thence, successively, by the following lines and demarcations running towards the south, limiting on the west, the eastern side of lots 98 and 100 as far as the angle formed from the southeast corner of lot 100 and from the northeast corner, the limits of the Roman Catholic Cemetery of Saint-Jean-de-Québec; on the west, limiting on the south side, the northern side of the Roman Catholic Cemetery of Saint-Jean-de-Québec and the north side of lots 102 and 101 and the southern side of lot No. 100; as far as the Grand Bernier Road; on the north, on the eastern side of the Grand-Bernier Road, limiting on the west, lots 100, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90; the line of lot 90 as far as the south-west corner of lot 77; the western line of lot 77; the southern line of lot 78 as far as the southwest corner of this lot; a broken line limiting on the west, lots 78 to 89 inclusively; the northern line of lot 89 and the southern side of the road limiting the said lot; on the north, as far as the centre of the Richelieu River; from the centre of the Richelieu River towards the south to the angle of the prolongation of the north side of lot 74 and from the centre of the Richelieu River; thence, following this latter line towards the west as far as the north-western side of Jackwood Brook, then this brook; the division line of lots 74 and 77 as far as a perpendicular line of the southern line of lot 63 originating at a point of the said southern line of lot 63, at a distance of 3,120 English feet from the southeast corner of the said lot; the said line perpendicularly to the southern line of lot 63 to a point distant by 360 English feet from the said southern line of lot 63; a parallel to the said southern line of lot 63 in a westerly direction by a distance of 342 English feet; a perpendicular line to the same line running towards the south by a distance of 360 English feet; the said southern line of lot 63 as far as the southwest corner of the said lot; and finally, a broken line limiting on the east lots 94, 95, 96, 97 and 98 to return to the starting point: the said territory now annexed to the city of St. John and to be detached from the school municipality of the parish of St. John to be annexed to the school Commission of Notre-Dame Auxillatrice of St. John, county of St. John.

This new annexation is therefore comprised of lots 100, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, and their subdivisions.

O. J. DESAULNIERS,
34498-13-2 Superintendent of Education.

No. 393-53.

Quebec, March 27, 1953.

Application is made in order that the territory hereunder described be detached from the school municipality of the township of Stanstead, in the county of Stanstead, and annexed, for protestant taxpayers only, to the protestant school municipality of Rock Island and Stanstead Plain, in the same county, to wit, the following lots, all inclusive, of the township of Stanstead: 529 to 579, Range VII (7); 580 to 635, Range VIII (8); 722 to 742, Range IX (9); 743 to 763, Range X (10); 858 to 925, Range XI (11); 926 to 970, Range XII (12); 1029 to 1085, Range XIII (13); 1086 to 1132, Range XIV (14).

O. J. DESAULNIERS,
34550-14-2 Superintendent of Education.

N° 295-53.

Québec, le 26 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Limbour, comté de Gatineau, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Pointe-à-Gatineau, dans le comté de Hull, le territoire suivant, savoir:

Le territoire situé sur la rive est ou autrement dite gauche de la rivière Gatineau et partant au milieu de ladite rivière d'un point situé sur la ligne qui sépare les rangs 5 et 6 du canton de Hull, dans la province de Québec, en suivant dans une direction sud-est le fil de l'eau de ladite rivière jusqu'au point de rencontre de ladite rivière avec la ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton; de là, suivant ladite ligne qui sépare les cantons de Hull et Templeton dans une direction nord jusqu'à la ligne qui sépare les rangs 5 et 6 du canton de Hull dans une direction ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34537-14-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 295-53

Quebec, March 26, 1953.

Application is made to detach from the Catholic School Municipality of Limbour, county of Gatineau, for annexation to the School Municipality of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, the following territory, to wit:

The territory situate on the east bank, otherwise called the left bank, of the Gatineau River and starting from the middle of the said river from a point situate on the line which divides ranges 5 and 6 from the township of Hull, in the Province of Quebec, by following in a southeasterly direction the watercourse of the said river as far as the meeting point of the said river with the line which divides the townships of Hull and Templeton; thence, following the said line which separates the townships of Hull and Templeton in a northerly direction as far as the line which separates ranges 5 and 6 from the township of Hull in a westerly direction up to the starting point.

O. J. DESAULNIERS,
34537-14-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton de Lafèche (Ville de Baie Comeau), division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 1-56 à 1-64, 1-81, 1-94 à 1-100 et 1-102 sont corrigés et le lot 1-101 est annulé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34525-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Lafèche (Town of Baie Comeau), registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 1-56 to 1-64, 1-81, 1-94 to 1-100 and 1-102 are corrected and lot 1-101 is cancelled in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 20th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

34525-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que une partie du lot 199-5, le lot 199-6, une partie des lots 106, 199, 200 et 344 sont annulés et les lots 374 et 375 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 janvier 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34525-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Colomb-de-Sillery, registration division of Québec.

Notice is hereby given that part of lot 199-5, lot 199-6, part of lots 106, 199, 200 and 344 are cancelled and lots 374 and 375 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 30th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

34525-o

AVIS

Cadastre officiel révisé d'une partie du village de Gaspé division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que le lot 115-2 est corrigé et le lot 43-12 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34525-o

NOTICE

Official revised cadastre of Part of the village of Gaspé registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lot 115-2 is corrected and lot 43-12 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 24th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

34525-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 37-5 et 38-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34525-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Famille-de-Boucherville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 37-5 and 38-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 23rd, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

34525-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 374 du 26 mars 1953 section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec formed under decree number 1284 of November 15, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 374 of March 26, 1953, part "F" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1953 au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

The period of levy extends from April 1, 1953, to March 31, 1954; the levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 1284 as amended shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré.

b) The artisans governed by the said decree, number 1284 as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for employees.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1284 doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 1284, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ladite Commission. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à la Commission à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Commission shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Commission every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Commission, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la Province de Québec, le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et

The professional employer shall submit his monthly report to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional em-

des sommes payables à la Commission par ses salariés. La Commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA CHÉMISE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (Siège social: Montréal)

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$24,500.00
Salariés.....	24,500.00
Artisans.....	1,500.00
Divers.....	1,500.00
	\$52,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Administrateur et gérant.....	\$10,400.00
Inspecteurs.....	15,000.00
Sténographes.....	11,500.00
Loyer et taxes.....	1,500.00
Timbres et frais postaux.....	750.00
Téléphones.....	600.00
Impression.....	1,500.00
Ameublement.....	500.00
Eclairage.....	150.00
Dépenses de voyage des inspecteurs.....	3,500.00
Frais légaux.....	4,000.00
Vérificateurs.....	600.00
Publicité.....	200.00
Divers.....	1,800.00
	\$52,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953. 34516-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et

employers and those of his employees. The Commission is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' notice shall be served with any professional employer or artisan refusing to pay or to give necessary information to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

3. Financial Report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec for the period between April 1, 1953, and March 31, 1954.

THE JOINT COMMISSION FOR THE SHIRT INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC (Head office: Montreal, P.Q.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1953 and March 31, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$24,500.00
Employees.....	24,500.00
Artisans.....	1,500.00
Miscellaneous.....	1,500.00
	\$52,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Administrator and manager.....	\$10,400.00
Inspectors.....	15,000.00
Stenographers.....	11,500.00
Rent and taxes.....	1,500.00
Postage.....	750.00
Telephone.....	600.00
Printing.....	1,500.00
Equipment.....	500.00
Lighting.....	150.00
Travelling expenses of inspectors.....	3,500.00
Legal fees.....	4,000.00
Auditors.....	600.00
Publicity.....	200.00
Miscellaneous.....	1,800.00
	\$52,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953. 34516-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, and Charlevoix-Saguenay, formed under decree No. 1473 of July 11th, 1941, and amendments,

amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 374 du 26 mars, 1953, section "J", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendement), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1953 au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles sont indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE ROBERVAL LAC ST-JEAN, CHICOUTIMI ET CHARLEVOIX-SAGUENAY

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$53,500.00
Salariés.....	53,500.00
Honoraires d'examens.....	500.00
	\$107,500.00

has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council No. 374 of March 26, 1953, part "J", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from April 1st, 1953, to March 31, 1954, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the assessments, the Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the period, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the forms filled in and sent to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall retain, after each pay period, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments for the preceding month, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, for the period between April 1st, 1953, and March 31st, 1954.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF THE COUNTIES OF ROBERVAL, LAKE ST. JOHN, CHICOUTIMI AND CHARLEVOIX-SAGUENAY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1953 and March 31st, 1954.

Probable receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of the 1%):	
Professional employers.....	\$53,500.00
Employees.....	53,500.00
Examination fees.....	500.00
	\$107,500.00

Transfert du fond de réserve.	204,000.00	Transfer of reserve.	204,000.00
	<u>\$311,500.00</u>		<u>\$311,500.00</u>

Déboursés:

Construction et subvention du centre d'apprentissage.	\$235,000.00	Construction and subvention to the Apprenticeship center.	235,000.00
Administration (personnel du bureau).	19,000.00	Administration (Office staff).	19,000.00
Inspecteurs (8).	23,000.00	Inspectors (8).	23,000.00
Dépenses d'inspection.	16,000.00	Inspection expenses.	16,000.00
Taxes, loyer, chauffage, etc., ...	2,200.00	Taxes, rent, heating, etc.	2,200.00
Jetons de présences (14 membres). .	3,400.00	Meeting expenses (14 members). .	3,400.00
Frais généraux.	3,150.00	General expenses.	3,150.00
Vérification.	350.00	Audition.	350.00
Frais légaux.	3,600.00	Legal fees.	3,600.00
Téléphone, télégramme, timbres-postes.	1,500.00	Telephone, telegrams, postage.	1,500.00
Impression, papeterie.	1,200.00	Printing stationery.	1,200.00
Bureau des Examineurs.	600.00	Board of Examiners.	600.00
Annnonce et encouragement à la formation professionnelle.	1,500.00	Advertisement and assistance to occupational formation.	1,500.00
Divers et imprévus.	1,000.00	Miscellaneous and unforeseen expenses.	1,000.00
	<u>\$311,500.00</u>		<u>311,500.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953. 34516-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953. 34516-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 374 du 26 mars 1953, section "I" le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1953 au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Buildings Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed, under decree No. 1519, of September 18, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 374 of March 26, 1953, part "I", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1953, to March 31, 1954, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages set for a journeyman employee of their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected

cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$32,000.00
Salariés.....	33,000.00
Artisans.....	1,000.00
Bureau des examinateurs.....	1,200.00
Recettes diverses.....	1,000.00
	\$68,200.00

Déboursés:

Salaires:

Inspecteurs.....	\$16,000.00
Personnel du bureau.....	17,000.00
Frais de déplacement (Inspecteurs et secrétaire).....	5,500.00
Loyer.....	1,800.00
Electricité.....	100.00
Jetons de présence.....	800.00
Poste et téléphone.....	1,000.00
Frais légaux.....	1,500.00
Vérification.....	150.00
Échange.....	250.00
Impression et papeterie.....	1,000.00
Ameublement divers.....	300.00
Frais de déplacement des délégués.....	1,000.00
Bureau des examinateurs.....	2,500.00

during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month, and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at its place of business, without notice.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted by the professional employer are payable by him, without notice, to the Parity Committee, at its office, on the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, under the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between April 1, 1953, and March 31, 1954.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1953, and March 31, 1954.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$32,000.00
Employees.....	33,000.00
Artisans.....	1,000.00
Board of examiners.....	1,200.00
Various receipts.....	1,000.00
	\$68,200.00

Expenses:

Salaries:

Inspectors.....	\$16,000.00
Office staff.....	17,000.00
Travelling expenses (Inspectors and secretary).....	5,500.00
Rent.....	1,800.00
Electricity.....	100.00
Meeting expenses.....	800.00
Telephone and postage.....	1,000.00
Legal charges.....	1,500.00
Audition.....	150.00
Exchange.....	250.00
Printing and stationery.....	1,000.00
Furniture.....	300.00
Travelling expenses of delegates.....	1,000.00
Board of examiners.....	2,500.00

Assurance-chômage	300.00	Unemployment insurance	300.00
Entretien des machines	2,500.00	Upkeep of automobiles	2,500.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	15,000.00	Miscellaneous	1,500.00
Divers	1,500.00	Subvention to Apprenticeship Commission	15,000.00
	\$68,200.00		\$68,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953. 34516-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953. 34516-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses juridiction de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 1296 du 15 décembre 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 374 du 26 mars 1953, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1953 au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1296 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, commissions, allocations ou bonis).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1296 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité paritaire comme base de calcul du prélèvement dans leur cas soit \$50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1296 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur les salaires de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire 96 rue Villeneuve, Chicoutimi, le ou avant le six (6) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee, Jurisdiction of Chicoutimi, formed under decree No. 1296 of December 15, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 374 of March 26, 1953, part "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The levy extends from April 1, 1953 to March 31, 1954; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1296 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll, as regards employees governed by the said decree, including regular wages and bonuses or commission.

b) The artisans governed by the said decree, number 1296, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate, as fixed by the Parity Committee for the purpose of computing their assessments, i.e. \$50.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1296, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed wages, commissions, allowances or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the office of the Parity Committee, 96 Villeneuve St., Chicoutimi, on or before the 6th of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Parity Committee is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Le prélèvement imposé aux artisans est payable à tous les quatre (4) mois sur réception d'une facture qui leur est envoyée par le Comité paritaire. La remise des cotisations doit être faite au siège social du Comité paritaire, 96 rue Villeneuve, Chicoutimi, dans un délai de six (6) jours.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses, juridiction de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES, JURIDICTION DE CHICOUTIMI
Siège social: 96, rue Villeneuve, Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1953 et le 31 mars 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 220.00
Artisans	1,580.00
Salariés	220.00
Honoraires d'examen	110.00
	\$2,130.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$ 600.00
Inspecteur	420.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur	120.00
Administration	60.00
Loyer du bureau et salle	161.50
Frais légaux	40.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	90.00
Ameublement et accessoires de bureau	30.00
Vérification des livres	60.00
Assurance et frais de cautionnement	7.50
Frais de déplacement du président et des membres	134.00
Jetons de présence aux membres du Comité	210.00
Frais de perception	180.00
Dépenses diverses et imprévues	17.00
	\$2,130.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953.

34516-o

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer and the employee, without notice.

The artisans' assessments are payable every four (4) months upon receipt of a statement sent to them by the Parity Committee. The payment of assessments shall be made to the office of the Parity Committee, 96 Villeneuve St., Chicoutimi, within six (6) days.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be given five days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee, Jurisdiction of Chicoutimi, for the period between April 1st, 1953 and March 31, 1954.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE
JURISDICTION OF CHICOUTIMI
Head Office: 96 Villeneuve St., Chicoutimi

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1953 and March 31, 1954.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 220.00
Artisans	1,580.00
Employees	220.00
Examination fees	110.00
	\$2,130.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretaries	\$ 600.00
Inspectors	420.00
Travelling expenses:	
Inspectors	120.00
Administration	60.00
Office and meeting room rent	161.50
Legal fees	40.00
Printing, stationery, postage, telephone and telegrams	90.00
Office furniture and equipment	30.00
Audition	60.00
Insurance and fidelity bond	7.50
Travelling expenses of president and members	134.00
Members' attendance fees	210.00
Collection expenses	180.00
Various and unforeseen expenses	17.00
	\$2,130.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953.

34516-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de Québec Inc.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés du Bois ouvré de Québec, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Définitions:* Pour les fins d'application de la présente convention les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "menuisier d'atelier classe "A" désigne tout salarié qui de par ses propres connaissances peut exécuter ou exécuter tout travail de menuiserie suivant plans et récluits.

b) Le terme "menuisier d'atelier à l'établi" désigne tout salarié qui, au moyen d'outils, prépare le bois, fait l'assemblage des pièces de bois et exécute des travaux en bois aux fins de la fabrication et de réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

c) Le terme "menuisier d'atelier sur machine" désigne tout salarié qui, au moyen de machines, prépare et assemble les pièces de bois nécessaires à la fabrication et à la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

d) Le terme "préposé aux machines" désigne tout salarié qui fait la mise en place des pièces de bois sur les machines et sur les bancs de scies, afin d'exécuter les opérations nécessaires à la préparation des dites pièces de bois.

e) Le mot "machiniste" désigne tout salarié préposé à l'ajustement, à l'entretien et à la réparation des machines, à l'entretien et à la réparation de l'outillage, à la fabrication et à l'affilage des couteaux de machines et au limage des scies.

f) Le terme "mécanicien de machines fixes" désigne les mécaniciens et chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci, au sens du paragraphe 5 de l'article 2, de la Loi des mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, S.R.Q. 1941 et amendements).

g) Le mot "manœuvre ou journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de livrer aux clients, bois de construction, tout genre de moulures, ou garnitures, de même que portes, châssis et accessoires en bois.

i) Le mot "receveur" désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de recevoir et de prendre en note toutes marchandises reçues telles que bois de construction, portes, châssis, etc.

II. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle de la présente convention com-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés du Bois ouvré de Québec" for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

1. *Definitions:* For the purpose of enforcement of the present agreement, the following words have the significance hereafter given to them:

a) The words "shop joiner", class "A" mean any employee who can, by his own knowledge, perform or carry out any joining operation according to plans and specifications.

b) The words "bench joiner in the shop" mean any employee who, by means of tools, prepares wood, assembles pieces of wood and does work with wood for purposes of making or repairing wooden accessories, intended for buildings of every description, such as doors, sashes, window and door frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscoting or panelling shelves, benches, counters, etc.

c) The words "machine joiner in the shop", mean any employee who, by means of machines, prepares and assembles the pieces of wood necessary to make and repair wooden accessories intended for building of every description, such as doors, sashes, door and window frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscoting, panelling, shelves, benches, counters, etc.

d) The words "machine operator" mean any employee who places the pieces of wood on the machines and saw-beds in order to perform the operations required to prepare the said pieces of wood.

e) The word "machinist" means any employees whose duties consist in adjusting and repairing machines and keeping same in good repair, keeping the equipment in good order and repairing same, making and sharpening machine knives, and filing saws.

f) The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of the supervising or operating of a power plant, as described in subsection 5 of section 2 of the Stationery Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178 and amendments).

g) The words "common labourer" mean any employee who performs unqualified labour and helpers' work.

h) The word "shipper" means any employee who habitually delivers to customers lumber and all kinds of mouldings or trimmings, as well as doors frames and wooden accessories.

i) The words "receiving clerk" mean any employee habitually committed to the reception and checking of merchandise such as lumber, doors, frames, etc.

II. *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the present agreement includes

prend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois au moyen d'outils et de machines, pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris les opérations des ouvriers, qualifiés ou non qualifiés, employés au transport, à la réception, à la livraison et à la manutention des pièces de bois de construction, de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation et à la vente de bois de construction, ou encore à la préparation du bois en transport (en transit) même si ce bois était pour des fins autres que celles de la construction d'édifices.

III. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale de la présente convention comprend la Cité de Québec et un groupe de municipalités désignées dans les comtés de Québec, Montmorency et Lévis.

Aux fins d'application de la présente convention, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les Cités de Québec et de Sillery, les villes de Québec-Ouest, Beauport et Charlesbourg, les municipalités de St-Charles de Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Notre-Dame-des-Anges, la Petite-Rivière, St-Michel-Archange, Giffard, Beauport-Est, Beauport-Ouest et la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: La Cité de Lévis, les villes de Lauzon, Château-d'Eau, Ste-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency et Val St-Michel, les municipalités de St-Romuald d'Etchemin, St-Télesphore, Charny, St-David-de-l'Auberivière, St-Louis de-Pintendre, St-Jean-Chrysostome, St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, St-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, St-Gérard-Majella, St-Gabriel-Ouest, St-Gabriel-de-Valcartier, St-Émile, Lac St-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Ste-Thérèse-de-Lisieux, St-Jean-de-Boischâtel et l'Ange-Gardien.

IV. Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacune des catégories ci-contre:

Catégories:	Salaires horaires	
	Zone I	Zone II
Contremaître d'atelier de menuiserie	\$1.30	\$1.25
Menuiserie d'atelier classe "A"	1.20	1.15
Menuisier d'atelier à l'établi	1.15	1.10
Menuisier d'atelier sur machines	1.10	1.05
Menuisier d'atelier, Compagnon jr. 1 an	1.03	0.98
Mécanicien de machines fixes, maxi- mum 72 heures par semaine, ...	1.00	0.95
Machiniste	1.10	1.05
Contremaître de moulin à préparer le bois	1.10	1.05
Préposés aux machines, premier se- mestre	1.00	0.95
Préposés aux machines, après pre- mier semestre	1.05	1.00
Aide préposé aux machines (moins de 19 ans)	0.80	0.75
Aide préposé aux machines (19 ans et plus)	1.00	0.95
Contremaître de cour à bois	1.10	1.05
Manœuvre ou journalier	1.00	0.95
Expéditeur et receveur	1.05	1.00
Conducteur de tracteur	1.00	0.95
Camionneur et charretier	1.00	0.95
Gardien: nuit, jour, dimanche, ou fête, maximum 72 heures par se- maine	0.80	0.75

all works of movable joinery, the repairing and assembling of pieces of wood, by means of tools and machines, for the fabrication and repairing of every description, including the operations of skilled and unskilled employees committed to the transportation, receiving delivery, and handling of lumber, as well as any industry or trade engaged in the preparation and sale of lumber, or preparation of lumber in transit, even when such wood is not intended for building construction.

III. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the city of Quebec and a group of municipalities, as designated hereunder, in the counties of Quebec, Montmorency and Lévis.

For the purposes of enforcement of the present agreement, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I. The cities of Quebec and Sillery, the towns of Quebec-West, Beauport and Charlesbourg, the municipalities of St. Charles de Charlesbourg, Charlesbourg-East, Charlesbourg-West, Notre-Dame-des-Anges, La Petite-Rivière, St. Michel Archange, Giffard, Beauport-East, Beauport-West and the parish of Sacré-Cœur de Jésus.

Zone II. The city of Lévis, the towns of Lauzon, Château-d'Eau, Ste-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency and Val St. Michel, the municipalities of St. Romuald d'Etchemin, St. Télesphore, Charny, St. David-de-l'Auberivière, St. Louis-de-Pintendre, St. Jean Chrysostome, St. Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, St. Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, St. Gérard-Majella, St. Gabriel-West, St. Gabriel-de-Valcartier, St. Émile, Lac St. Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Ste. Thérèse-de-Lisieux, St. Jean-de-Boischâtel and L'Ange-Gardien.

IV. Rates of wages: The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the following categories:

Categories:	Hourly rates	
	Zone I	Zone II
Joining shop foreman	\$1.30	\$1.25
Shop joiner, class "A"	1.20	1.15
Bench joiner in the shop	1.15	1.10
Machine joiner in the shop	1.10	1.05
Shop joiner, junior journeyman, one year	1.03	0.98
Stationary enginemen, maximum of 72 hours per week	1.00	0.95
Machinist	1.10	1.05
Woodworking mill foreman	1.10	1.05
Machine operators: 1st six months	1.00	0.95
Machine operator: after the 1st 6 months	1.05	1.00
Machine operator's helper under 19 years of age	0.80	0.75
Machine operator's helper: 19 years of age or older	1.00	0.95
Lumber yard foreman	1.10	1.05
Labourer, common worker	1.00	0.95
Shipper and receiving clerk	1.05	1.00
Tractor operator	1.00	0.95
Truck driver and Carter	1.00	0.95
Watchman, night, day, Sunday or holidays, maximum of 72 hours per week	0.80	0.75

Gardien employé également comme chauffeur et possédant un certificat de 4e classe. 0.85 0.80

Watchman also employed as fireman and required to hold a 4th class certificate 0.85 0.80

Les salariés présentement employés dans les établissements assujettis à la présente convention qui bénéficient d'un salaire supérieur aux échelles ci-dessus spécifiées, ne doivent pas subir de rabais.

Le menuisier travaillant alternativement à l'établi et sur les machines doit recevoir le salaire le plus élevé de ces deux catégories de même que le menuisier qualifié pour travail à l'établi, s'il est employé constamment sur les machines.

V. *Durée de travail*: La durée maximum de travail est neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et cinq (5) heures le samedi entre 7.00 heures a.m. et 12.30 p.m., le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine.

VI. *Temps supplémentaire*: Pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées à l'article précédent, les salariés doivent être payés au taux de salaire et demi.

VII. *Jours chômés*: Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint avant-midi, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour de la St-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté en ces jours doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

Après un an de service continu, tout employé sera rétribué pour les jours de la St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail. La rétribution que recevra l'employé pour chacun de ces jours de fête chômés, sera l'équivalent d'une journée de salaire au taux régulier.

VIII. *Paiement des salaires*: Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine en argent ayant cours légal et de préférence le vendredi.

IX. *Nombre d'apprentis*: Pour les fins d'application de la présente convention, le nombre d'apprentis dans les deux (2) zones doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après.

Menuisiers d'atelier à l'établi et menuisier d'atelier sur machines: un (1) apprenti par quatre (4) compagnons;

Machiniste: un (1) apprenti par atelier assujetti à la présente convention.

X. *Taux de salaire des apprentis*: Les taux de salaires minima des apprentis menuisiers d'atelier à l'établi, menuisiers d'atelier sur machines et machinistes sont les suivants:

	Salaires horaires Zones I et II
1ère année	\$0.50
2ème année	0.65
3ème année	0.80

XI. *Congé annuel payé*: Un congé annuel payé d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié, conformément aux dispositions de l'Ordonnance no. 3 et ses amendements de la Commission du Salaire Minimum de Québec.

Le congé annuel payé d'une semaine doit être accordé entre le 1er mai et le 1er octobre de chaque année. Cependant, par entente mutuelle les parties pourront répartir la période des vacances d'une manière qui sera jugée plus accommodante et plus satisfaisante pour les intéressés.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congés annuels les absences autorisées, si le salarié n'a

Employees actually employed in establishments governed by the present agreement who benefit by a higher wage rate than those of above table shall not be reduced.

Joiners alternately committed to bench work and machine work shall be paid the higher rate of these two categories, and the same shall hold true in respect of bench joiners doing machine work continually.

V. *Duration of labour*: The maximum duration of work shall be one of nine hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and 5 hours on Saturday between 7.00 a.m. and 12.30 p.m., constituting a maximum weekly duration of fifty (50) hours.

VI. *Overtime*: For work performed outside the regular hours mentioned in the foregoing section, the employees shall be paid time and one half.

VII. *Days kept as holidays*: No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday morning, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on those days shall be paid double time based on the regular wage rates.

After one year of continuous service, every employee shall be paid for St. Jean Baptiste and Labour Day. The remuneration to be paid to the employee for each of these days shall be equivalent to a day's pay at regular rates.

VIII. *Payment of wages*: The wages shall be paid regularly and entirely each week, with legal currency and, preferably, on Friday.

X. *Number of apprentices*: For the purposes of enforcement of the present decree, the number of apprentices in both zones shall be as follows for each one of the following trades:

Bench joiners and machine joiners in the shop: one (1) apprentice to four (4) journeymen.

Machinists: One (1) apprentice per shop governed by the present agreement.

X. *Wage rates of apprentices*: The minimum wage rates of apprentices in the following trades: Bench joiner in the shop, Machine joiner in the shop and Machinist, shall be as follows:

	Hourly rates Zones I and II
1st year	\$0.50
2nd year	0.65
3rd year	0.80

XI. *Annual vacation with pay*: An annual vacation with pay of one week shall be granted by the employer to the employee in accordance with the provisions of Ordinance No. 3, as amended, of the Minimum Wage Commission.

The annual vacation with pay of one week shall be granted between May 1st and October 1st of each year. However, by mutual agreement, the parties may distribute the vacation period as will be deemed convenient and more satisfactory for the parties concerned.

The following should not be considered as interrupting the duration of continuous services: days of illness, when the contract has not been cancelled, the days of closing, the periods of annual vacation and authorized absences, when the em-

pas occupé pendant ces journées un emploi rémunéré.

XII. Observance de la Convention: L'observance de la présente convention sera surveillée et assurée par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec qui a donné son consentement à cette fin.

XIII. Durée de la présente Convention: La présente convention entrera en vigueur le jour de sa sanction par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil suivant les dispositions de la Loi de la Convention Collective et restera en vigueur jusqu'au 1er mai 1954. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jours avant le 1er mai de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Ministère du Travail,

Québec, le 4 avril 1953.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

34516-o

employee during such days has held no other remunerated employment.

XII. Carrying out of the agreement: The carrying out of the present agreement shall be supervised and insured by the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec which assented thereto.

XIII. Duration of the present agreement: The present agreement will come into force on the day of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving it and shall remain in full effect until May 1st, 1954.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before May 1st of each year. Such a notice shall also be addressed to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Department of Labour,

Québec, April 4, 1953.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

34516-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs, navigation océanique, dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 7 juillet 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur, modifiée, de la façon suivante:

1° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"a) Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire régulier est de \$1.61 l'heure. Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils reçoivent salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 7.00 a.m. est rémunéré à raison de salaire et demi, et celui exécuté le dimanche, à raison de salaire double.

b) Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double, et ce, pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Les dimanches et jours de fête mentionnés au paragraphe "c" du présent article, cependant, le taux de rémunération pour les heures des repas doit être de salaire et demi basé sur le taux de salaire fixé pour ces jours. Les heures des repas sont les suivantes: de 7.00 a.m. à 8.00 a.m., de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m., de minuit à 1.00 a.m. Cependant, lorsque l'arrivée ou le départ d'un paquebot nécessite la manipulation des bagages, de la malle, des messageries et des passerelles, de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m. et de minuit à 1.00 a.m., le taux double doit être payé pour ces heures mais le taux simple s'applique par la suite.

Lorsque le travail se fait sur un vaisseau le jour et la nuit, par équipe, le taux simple est payé pour toutes heures du jour et de la nuit, y com-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen, ocean navigation, in the Harbour of Quebec, enacted by Order in Council No. 728 of July 7, 1949 have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsections "a", "b" and "c" of section II will be replaced by the following:

"a) Working hours shall be from 8.00 a.m. until 12.00 noon, and from 1.00 p.m. until 5.00 p.m., during which time the regular rate of pay shall be \$1.61 per hour. If men are required to start work at 7.00 a.m., they shall be paid at double rate between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. For work performed during the hours of 5.00 p.m. and 7.00 a.m. the rate of pay shall be time and a half and for work performed on Sundays the rate of pay shall be double time.

b) When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged, except that on Sundays and holidays mentioned in subsection "c" hereof, the rate for working meal hours shall be time-and-half the rate paid for such days. Meal hours shall be from 7.00 a.m. to 8.00 a.m., 12.00 noon to 1.00 p.m., 6.00 p.m. to 7.00 p.m., 12.00 midnight to 1.00 a.m. However, when the arrival or departure of passenger vessels makes it necessary to start handling baggage, mail, express and gangways between 12.00 noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and midnight and 1.00 a.m. during which time, double the prevailing rate shall be paid and regular prevailing rate thereafter.

When any vessel is worked day and night on shifts, straight time shall be payable during any day and night hours, including Sundays and holi-

pris les dimanches et jours de fêtes mais non cependant pour les heures des repas suivantes: de 7.00 a.m. à 8.00 a.m. et de 6.00 p.m. à 7.00 p.m.

c) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré à raison de salaire double. Les hommes ne sont pas requis de travailler le jour de la Fête du Travail excepté pour la manutention de la malle, des bagages et des messageries et pour le service des vaisseaux à passagers, où le taux de salaire est doublé."

2° Le paragraphe "i" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"i) Subordonnement au paragraphe "a" ci-haut, les heures de commencement du travail sont à 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m.; les appels pour 8.00 a.m. et 1.00 p.m. doivent être signifiés deux heures à l'avance tandis que les appels pour 10.00 a.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m. doivent être signifiés trois heures à l'avance. Cependant, lorsqu'il y a pénurie de groupes organisés de travailleurs et lorsqu'il y a des hommes disponibles à l'heure du commencement du travail, l'employeur a le droit de former un groupe et de le mettre au travail sans donner l'avis ci-haut mentionné."

3° Les mots suivants seront ajoutés au paragraphe II de l'article V:

"Les employeurs ont le droit de se servir de manipulateurs de grain automatiques."

4° Le paragraphe 19° de l'article V sera remplacé par le suivant:

"19° Un minimum de quatre hommes à chaque baille doit être employé lors du chargement ou du déchargement de lest."

5° Le paragraphe 24° de l'article V sera remplacé par le suivant:

"24° Pour le déchargement de farine ou autre marchandise en sacs, la hauteur de l'empilage sera la suivante:

	hauteur
Sacs de moins de 100 livres.....	7 sacs
Sacs de 100 à 140 livres.....	5 sacs
Sacs de plus de 140 livres.....	4 sacs
Sacs de plus de 200 livres.....	3 sacs"

6° Les alinéas 26° "d" et 26° "e" de l'article V seront remplacés par les suivants:

"d) Pour le chargement de bois de soutènement, la chaîne de serrage ne doit pas excéder 15 pieds de longueur. Pour le chargement de bois de pulpe, la chaîne ne doit pas excéder 23 pieds de longueur."

"e) La charge de l'élingue pour le chargement de bois de bouleaux à papier en ballots ne doit pas excéder 21 ballots lorsqu'il y a utilisation de diables ou 36 ballots lorsqu'on se sert d'appareillage mécanique."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953.

34516-o

days, except for the meal hours between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. and between 6.00 p.m. and 7.00 p.m.

c) For work performed on Sundays, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day and all Saints Day, the rate of pay shall be double time. Men shall not be obliged to work on Labour Day except for mail, baggage, express and attending to passenger vessels, and in which case the rate of pay shall be double time."

2. Subsection "i" of section II be replaced by the following:

"i) Subject to subsection "a" above, starting times shall be 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. and 1.00 a.m., and two hours notice to be given for 8.00 a.m. and 1.00 p.m. calls and three hours' notice for 10.00 a.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. and 1.00 a.m. calls. Except when there is a shortage of organized gangs and additional labour is available at the starting time, the employer shall have the right to form a gang and put it to work without giving the notice mentioned heretofore."

3. The following words will be added to subsection II of section V:

"Employers shall have the right to use automatic grain trimming machines."

4. Subsection 19 of section V will be replaced by the following:

"19. When unloading or loading ballast, not less than 4 men to be employed on each tub."

5. Subsection 24 of section V will be replaced by the following:

"24. When unloading flour and other bagged commodities, the height of piling shall be as follows:

	high
Bags under 100 lbs.	7 bags
Bags 100 to 140 lbs.	5 bags
Bags over 140 lbs.	4 bags
Bags over 200 lbs.	3 bags"

6. Paragraphs 26-d and 26-e of section V will be replaced by the followings:

"d) When loading pitprops, chain nippers not to exceed 15 ft. in length. When loading pulpwood, the nipper shall not exceed 23 ft. in length.

"e) When loading spoolwood in bundles, the slingload shall not exceed 21 bundles when hand trucks are used or 36 bundles when mechanical equipment is used."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4 1953.

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la con-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour

vention collective de travail relative aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province, rendue obligatoire par le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

CHAPITRE 3

Dispositions relatives aux salaires minima

Que les taux de salaires des employés du sexe masculin de la zone III déterminés aux paragraphes "b", "c" et "d" de l'article IV, soient augmentés de \$2.00 par semaine, pour les salariés payés à la semaine et de \$0.04 l'heure, pour les salariés payés à l'heure.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953.

34516-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs, navigation océanique, dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1048 du 19 septembre 1951, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret de la façon suivante:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. Heures de travail: Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi, 1.00 p.m. et 6.00 p.m., 7.00 p.m. et minuit, et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. On peut cependant commencer le travail à 7.00 a.m. en payant salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m."

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. Taux de salaires: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.40 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

Salaire et demie entre 5.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m."

3° Le paragraphe "f" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"f) Lorsque les vérificateurs sont appelés au travail pendant le jour, ils ont droit à une rémunération équivalente à au moins une heure de travail; la nuit, les dimanches et les jours de fête cette rémunération minimum est de deux heures. Le jour on doit les appeler au moins deux heures à l'avance; les appels pour 10.00 a.m. et 3.00 p.m. ainsi que pour la nuit et les dimanches, doivent être signifiés au moins trois heures à l'avance.

4° Le paragraphe "b" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (séroprills et nitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai

CHAPTER 3

Provisions respecting minimum wages

Wage rates of male employees of zone III, as determined in subsections "b", "c" and "d" of section IV, will be increased by \$2.00 per week in the case of employees paid by the week, and by \$0.04 per hour in the case of employees paid by the hour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953.

34516-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 1048 of September 19, 1951, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1° Section II will be replaced by the following:

"II. Hours of work: The working hours shall be from 8.00 a.m. to 12 noon; 1.00 p.m. to 6.00 p.m.; 7.00 p.m. to midnight; and 1.00 a.m. to 7.00 a.m. except that work may be started at 7.00 a.m. and double time to be paid between 7.00 a.m. and 8.00 a.m."

2° Section III will be replaced by the following:

"III. Rates of wages: Rates of pay for checkers shall be established as follows:

\$1.40 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.

Time and one half between 5.00 p.m. and midnight and 1.00 a.m. and 7.00 a.m."

3° Subsection "f" of Section IV will be replaced by the following:

"f) When checkers are ordered out to work during day hours they shall be paid a minimum of one hour, and during night hours and on Sundays and holidays, a minimum of two hours, they shall be given two hours' notice for day calls but three hours' notice for the 10.00 a.m. and 3.00 p.m. calls and three hours' notice for night and Sunday calls.

4. Subsection "b" of section VI will be replaced by the following:

"b) When checkers are working on board or at ship's side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (séroprills and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be

déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation, imposées par les autorités du Port, on doit leur verser une majoration de \$0.35 l'heure sur leur salaire de base."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 avril 1953.

34516-o

loaded or discharged at a specified pier under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities, the basic rate of pay shall be increased by \$0.35.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 4, 1953.

34516-o

Lettres patentes

Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1953, constituant en corporation le "Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 26 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

34517-o

Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1953, incorporating a "Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under-Secretary of the Province.

34517

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires du syndicat coopératif à responsabilité limitée "La Valdorienne", tenue à Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est, le huit février 1953, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q. 1941, chap. 290, et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que, à ces fins, MM. Chartré, Samson, Beauvais, Bélair & Cie, comptables agréés, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

34530-o

Winding up Notice:

Notice is given that, at a special general meeting of the associates of the Cooperative Syndicate, of limited responsibility, "La Valdorienne", held at Val d'Or, in the county of Abitibi-East, on February eighth, 1953, a resolution was duly adopted, to the effect that affairs of the said association be dissolved and wound up, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, (R.S.Q., 1941, chap. 290, and of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chap. 278, and that, for these purposes, Messrs. Chartré, Samson, Beauvais, Bélair & Cie. Chartered Accountants, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting under Secretary of the Province.

34530

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "American Automobile Fire Insurance Company", dont le siège social est à St-Louis, État de Missouri, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 juin 1951;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration assermentée signée par son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 2 février 1953, aucune obligation dans la province de Québec.

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "American Automobile Fire Insurance Company", whose head office is situate in St. Louis, State of Missouri, United States of America, has ceased to do business in the Province of Quebec as from the 30th of June 1951;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a sworn declaration signed by its secretary to the effect that it has as of February 2, 1953 no obligations in the Province of Quebec.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "American Automobile Fire Insurance Company" est annulé à compter du 30 juin 1951.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 24 mars 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
34538-14-2-o Surintendant des assurances.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "American Automobile Fire Insurance Company", is cancelled as from the 30th of June 1951.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 24th of March 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
34538-14-2-o Superintendent of Insurance.

Proclamation

Canada,
Province de Québec
[L. S.]
ANTONIN GALIPEAULT

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS { ATTENDU que le mardi, 2 juin 1953, aura lieu le couronnement de Sa Majesté la Reine Élisabeth II;

ATTENDU que le gouvernement de Notre province de Québec sera officiellement représenté aux cérémonies du couronnement;

ATTENDU qu'il convient de déclarer le mardi, 2 juin 1953, jour d'actions de grâces et jour férié dans Notre province.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 202, du 5 mars 1953, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que le mardi, 2 juin 1953 soit, pour Notre province de Québec, jour d'actions de grâces et jour férié.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; Témoins: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANTONIN GALIPEAULT, B.A., L.L.D., Juge en Chef de la province de Québec, Administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,
OMER COTÉ.
34515-o

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ANTONIN GALIPEAULT

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Coronation of Her Majesty the Queen Elizabeth II will take place on Tuesday, June 2, 1953;

WHEREAS the Government of Our Province of Québec will be officially represented at the Coronation ceremonies;

WHEREAS it is expedient to declare that Tuesday, June 2, 1953, be observed as a Thanksgiving Day and Public Holiday in Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the Order in Council No. 202 dated March 5, 1953, We have enacted and ordained and hereby enact and ordain that Tuesday, June 2, 1953, be observed as a Thanksgiving Day and Public Holiday in Our Province of Québec.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed;

WITNESS: The Honourable ANTONIN GALIPEAULT, B.A., L.L.D., Chief Justice of the Province of Québec, Administrator of the Province of Québec.

Given at Our Government House in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of March, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-three and the second year of Our Reign.

By command,

OMER COTÉ,
Secretary of the Province.
34515

Ratification de titre

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 22348.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure

Confirmation of Title

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 22348.

NOTICE

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Protonotary of the

du district de Terrebonne, un acte passé devant Me Guy Blanchard, notaire, le quatrième jour de mars, mil neuf cent cinquante-trois, entre Monsieur Albert Lapierre, Hôtelier, demeurant au numéro 6865 de la rue Bordeaux et M. Arthur Denys, étant une rétrocession par ledit Albert Lapierre audit Arthur Denys de l'immeuble suivant:

Un emplacement situé à Val-Morin, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro treize A (P. 13A) du dixième rang du canton Morin, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, avec un hôtel dessus construit et en exploitation sous le nom de "Hôtel Mont-Sauvage", et avec toutes les bâtisses, l'ameublement de l'hôtel comprenant les mobiliers de chambre à coucher, de salle à diner, de cuisine, etc. en un mot avec tout ce qui se trouve actuellement sur les lieux et dans les bâtisses présentement rétrocédés sans en rien excepter.

et en la possession de MM. Arthur Denys, de Montréal; Albert Lapierre, de Montréal; Roland Ménard, de Greenfield Park et Henri Lalande de Val-Morin, comme propriétaires, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel ledit lot numéro treize A (P. 13A) a été acquis par ledit Arthur Denys sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour, le QUATRE MAI 1953, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de Procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Donné à Saint-Jérôme, ce 18ème jour de mars, mil neuf cent cinquante-trois.

(Sceau)

Le Protonotaire de la
Cour Supérieure,
J.-C. MARCHAND.

34481-13-2-o

Superior Court, in the district of Terrebonne, a deed executed before Me Guy Blanchard, notary, on the fourth day of March, one thousand nine hundred and fifty-three, between Mr. Albert Lapierre, Hotel Keeper, domiciled at No. 6865 Bordeaux St. and Mr. Arthur Denys, being a retrocession by the said Albert Lapierre to the said Arthur Denys of the following immoveable:

An emplacement situate at Val-Morin, in the county of Terrebonne, known and designated as being a part of the lot no. thirteen A (P. 13-A) in the tenth range of the township of Morin, in the official book of reference of the parish of Ste. Adèle, with an hotel built thereon and operated under the name of "Hotel Mont-Sauvage", with all the buildings, the Hotel furniture including the bedrooms suites, dining-room and kitchen, etc. in a word with everything being actually on the premises and in the buildings presently retroceded, without exception.

and passed by Messrs. Arthur Denys, of Montreal; Albert Lapierre, of Montreal, Roland Ménard of Greenfield Park, and Henri Lalande of Val-Morin, as proprietors, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot No. thirteen A (P. 13A) was acquired by the said Arthur Denys are hereby notified that application will be made to the said Court on the FOURTH of MAY 1953, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Given at St. Jerome, this 18th day of March, one thousand nine hundred and fifty-three.

(Seal)

J.-C. MARCHAND,
Prothonotary of the
Superior Court.

34481-13-2-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE GASPÉ
(Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-B.-H. St-Pierre, secrétaire-trésorier, Gaspé, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 20 avril 1953, pour l'achat de \$83,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gaspé, (Gaspé-Sud) datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF GASPÉ
(County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-B.-H. St-Pierre, Secretary-Treasurer, Gaspé, county of Gaspé-South, until 8 o'clock p.m., Monday, April 20, 1953, for the purchase of an issue of \$83,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality of Gaspé, (Gaspé-South) dated March 1st, 1953 and redeemable serially from March 1st, 1954 to March 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% and not more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$83,000.00 — 20 ans. Table of redemption — \$83,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er mars 1954	x \$10,000.00
1er mars 1955	x 10,500.00
1er mars 1956	x 11,500.00
1er mars 1957	x 12,000.00
1er mars 1958	x 12,500.00
1er mars 1959	1,000.00
1er mars 1960	1,500.00
1er mars 1961	1,500.00
1er mars 1962	1,500.00
1er mars 1963	1,500.00
1er mars 1964	1,500.00
1er mars 1965	1,500.00
1er mars 1966	1,500.00
1er mars 1967	2,000.00
1er mars 1968	2,000.00
1er mars 1969	2,000.00
1er mars 1970	2,000.00
1er mars 1971	2,000.00
1er mars 1972	2,500.00
1er mars 1973	2,500.00

Year	Capital
March 1st, 1954	x \$10,000.00
March 1st, 1955	x 10,500.00
March 1st, 1956	x 11,500.00
March 1st, 1957	x 12,000.00
March 1st, 1958	x 12,500.00
March 1st, 1959	1,000.00
March 1st, 1960	1,500.00
March 1st, 1961	1,500.00
March 1st, 1962	1,500.00
March 1st, 1963	1,500.00
March 1st, 1964	1,500.00
March 1st, 1965	1,500.00
March 1st, 1966	1,500.00
March 1st, 1967	2,000.00
March 1st, 1968	2,000.00
March 1st, 1969	2,000.00
March 1st, 1970	2,000.00
March 1st, 1971	2,000.00
March 1st, 1972	2,500.00
March 1st, 1973	2,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$59,200.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$11,840.00 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenu lundi, le 20 avril 1953, à 8 heures p.m., à l'endroit ordinaire des séances.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gaspé, (Comté de Gaspé-Sud), ce 31 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B.-H. ST-PIERRE.

Gaspé, (Gaspé-Sud), P. Q. 34545-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE OTTERBURN PARK
(COMTÉ DE ROUVILLE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, L. Gordon Cowan, secrétaire-trésorier, Otterburn Park, comté de Rouville, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 20 avril 1953, pour l'achat de \$49,000 d'obligations de la municipalité de Otterburn Park, comté de Rouville, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$59,200.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$11,840.00 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of the loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Gaspé, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Gaspé.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, April 20, 1953, at 8 o'clock p.m., at the ordinary meeting place.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Gaspé, (County of Gaspé-South) March 31, 1953.

J.-B.-H. ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

Gaspé, (Gaspé-South), P.Q. 34545

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF OTTERBURN PARK
(COUNTY OF ROUVILLE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Gordon Cowan, Secretary-Treasurer, Otterburn Park, county of Rouville, until 8 o'clock p.m., Monday, April 20th, 1953, for the purchase of an issue of \$49,000 of bonds of the Municipality of Otterburn park, County of Rouville, dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st, 1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not

intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$49,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1954	\$1,500.00
1er mai 1955	1,500.00
1er mai 1956	1,500.00
1er mai 1957	1,500.00
1er mai 1958	1,500.00
1er mai 1959	2,000.00
1er mai 1960	2,000.00
1er mai 1961	2,000.00
1er mai 1962	2,500.00
1er mai 1963	2,500.00
1er mai 1964	2,500.00
1er mai 1965	2,500.00
1er mai 1966	3,000.00
1er mai 1967	3,000.00
1er mai 1968	3,000.00
1er mai 1969	3,000.00
1er mai 1970	3,000.00
1er mai 1971	3,500.00
1er mai 1972	3,500.00
1er mai 1973	3,500.00

Table of redemption — \$49,000 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1954	\$1,500.00
May 1st, 1955	1,500.00
May 1st, 1956	1,500.00
May 1st, 1957	1,500.00
May 1st, 1958	1,500.00
May 1st, 1959	2,000.00
May 1st, 1960	2,000.00
May 1st, 1961	2,000.00
May 1st, 1962	2,500.00
May 1st, 1963	2,500.00
May 1st, 1964	2,500.00
May 1st, 1965	2,500.00
May 1st, 1966	3,000.00
May 1st, 1967	3,000.00
May 1st, 1968	3,000.00
May 1st, 1969	3,000.00
May 1st, 1970	3,000.00
May 1st, 1971	3,500.00
May 1st, 1972	3,500.00
May 1st, 1973	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hilaire, Cté Rouville.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Hilaire, Co. Rouville.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Hilaire, comté de Rouville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or St. Hilaire, County of Rouville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue lundi, le 20 avril 1953, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à Otterburn Park, comté de Rouville.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on Monday, April 20th, 1953, at 8 o'clock p.m. at the Office of the Secretary-Treasurer, in Otterburn Park, County of Rouville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Otterburn Park (Comté de Rouville), ce 30 mars 1953.

Otterburn Park, (County of Rouville), this 30th of March, 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
L. GORDON COWAN,

L. GORDON COWAN,
Secretary-Treasurer.

34534-o
Otterburn Park,
(Cté Rouville), P.Q.

Otterburn Park,
(Co. Rouville), P.Q. 34534-o

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE STE-FOY
(Comté de Québec)

TOWN OF STE-FOY
(County of Quebec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pou obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Morin, greffier, Hôtel de Ville, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 21 avril 1953, pour l'achat de \$111,000 d'obligations de la ville de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er mai 1953 et

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Morin, clerk, Town Hall, Ste-Foy, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Tuesday, April 21, 1953, for the purchase of an issue of \$111,000 of bonds of the Town of Ste-Foy County of Quebec dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st

remboursables par séries du 1er mai 1954, au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$111,000—20 ans

Année	Capital
1er mai 1954.....	\$4,000
1er mai 1955.....	4,000
1er mai 1956.....	4,000
1er mai 1957.....	4,000
1er mai 1958.....	4,000
1er mai 1959.....	4,000
1er mai 1960.....	5,000
1er mai 1961.....	5,000
1er mai 1962.....	5,000
1er mai 1963.....	6,000
1er mai 1964.....	6,000
1er mai 1965.....	6,000
1er mai 1966.....	6,000
1er mai 1967.....	6,000
1er mai 1968.....	7,000
1er mai 1969.....	7,000
1er mai 1970.....	7,000
1er mai 1971.....	7,000
1er mai 1972.....	7,000
1er mai 1973.....	7,000

1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$111,000—20 years

Year	Capital
May 1st, 1954.....	\$4,000
May 1st, 1955.....	4,000
May 1st, 1956.....	4,000
May 1st, 1957.....	4,000
May 1st, 1958.....	4,000
May 1st, 1959.....	4,000
May 1st, 1960.....	5,000
May 1st, 1961.....	5,000
May 1st, 1962.....	5,000
May 1st, 1963.....	6,000
May 1st, 1964.....	6,000
May 1st, 1965.....	6,000
May 1st, 1966.....	6,000
May 1st, 1967.....	6,000
May 1st, 1968.....	7,000
May 1st, 1969.....	7,000
May 1st, 1970.....	7,000
May 1st, 1971.....	7,000
May 1st, 1972.....	7,000
May 1st, 1973.....	7,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Foy, comté de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 avril 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Ste-Foy, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 31 mars 1953.

Le Greffier,
JOSEPH MORIN.

Hôtel de Ville,
Ste-Foy, (Comté de Québec),
P. Q.

34544-0

Province de Québec

VILLE DE MONTMORENCY
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston St-Pierre, secrétaire-trésorier, C.P. 89, Hôtel de Ville, Ville de Montmorency, (Québec), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 20 avril 1953 pour l'achat de \$50,000 d'obligations

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Ste-Foy, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Foy, county of Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday April 21, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Ste-Foy, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec) March 31, 1953.

JOSEPH MORIN,
Clerk.

Town Hall,
Ste-Foy, (County of Quebec),
P. Q.

34544

Province of Quebec

TOWN OF MONTMORENCY
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston St-Pierre, Secretary-Treasurer, B.O.P. 89, Town Hall, Town of Montmorency, (Quebec), until 8 o'clock p.m., Monday, April 20, 1953, for the purchase of an issue of \$50,000 of bonds of the Town of

de la Ville de Montmorency, comté de Québec, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivants les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$50,000.00—14 ans

Année	Capital
1er mai 1954.....	\$2,000.00
1er mai 1955.....	2,500.00
1er mai 1956.....	3,000.00
1er mai 1957.....	3,000.00
1er mai 1958.....	3,000.00
1er mai 1959.....	3,000.00
1er mai 1960.....	3,000.00
1er mai 1961.....	4,000.00
1er mai 1962.....	3,500.00
1er mai 1963.....	3,500.00
1er mai 1964.....	3,500.00
1er mai 1965.....	5,000.00
1er mai 1966.....	5,500.00
1er mai 1967.....	5,500.00

Montmorency, County of Quebec, dated May 1st, 1953, and redeemable serially from May 1st, 1954, to May 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$50,000.00—14 years

Year	Capital
May 1st, 1954.....	\$2,000.00
May 1st, 1955.....	2,500.00
May 1st, 1956.....	3,000.00
May 1st, 1957.....	3,000.00
May 1st, 1958.....	3,000.00
May 1st, 1959.....	3,000.00
May 1st, 1960.....	3,000.00
May 1st, 1961.....	4,000.00
May 1st, 1962.....	3,500.00
May 1st, 1963.....	3,500.00
May 1st, 1964.....	3,500.00
May 1st, 1965.....	5,000.00
May 1st, 1966.....	5,500.00
May 1st, 1967.....	5,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il ya lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville de Montmorency, (Québec).

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ville de Montmorency.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 20 avril 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Montmorency, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Montmorency, (Comté de Québec), ce 27 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON ST-PIERRE.

C.P. 89, Hôtel de Ville,
Ville de Montmorency, (Cté Québec), P.Q.
34527-o

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at the Town of Montmorency, (Quebec).

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or in the Town of Montmorency.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 20, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of the Town of Montmorency, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of Montmorency (County of Quebec), March 27, 1953.

GASTON ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

B.O.P. 89, Town Hall,
Town of Montmorency, (Co. Quebec), P.Q.
34527

Ventes d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérissseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est,

Sales of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto,

Toronto, Ont., à onze heures du matin, le septième jour de mai 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 18 février 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
34311-9-6 G. E. BEGLEY.

Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the seventh day of May, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 18, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
Superintendent. 34311-9-6-o

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour d'avril 1952 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le 22 avril 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montreal, le 6 mars 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
34384-11-6-o J. E. TWEEDY.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of April 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 22nd, 1953, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
34384-11-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 8545. { ABEL NADON, autrefois marchand général de Champneuf, district d'Abitibi, maintenant d'Amos, demandeur; vs RAOUL BISSON, de Champneuf, district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

Le lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel pour le canton Rochebeaucourt sous le numéro 23, rang 2, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Champneuf le MARDI, DOUZE MAI 1953, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le Shérif,

FERDINAND GERVAIS.

Bureau du Shérif,
Amos, 30 mars 1953.

34541-14-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Dans la Cour Supérieure,
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 21,698 { DAME ÉMÉRANTIE RODRI- GUE contre JOSEPH POULIN, BOURDET, cultivateur de St-Prosper, à savoir: le lot N° deux (N° 2) des plans et livre de renvoi officiel du cadastre pour le cinquième rang nord-est du canton de Watford, et un certain lopin de terre distrait des lots numéros quatorze A et quatorze B (pties 14A-14B) du cadastre officiel fait pour

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 8545. { ABEL NADON, heretofore general merchant of Champneuf, district of Abitibi, now of Amos, plaintiff; vs RAOUL BISSON, of Champneuf, district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

Lot known and designated on the official plan and book of reference for the township of Rochebeaucourt under number 23, range 2, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Champneuf on TUESDAY, MAY TWELFTH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, March 30, 1953.

34541-14-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
In the Superior Court
District of Beauce

St. Joseph de Beauce, To wit: No. 21698 { DAME ÉMÉRANTIE RODRI- GUE against JOSEPH POULIN, BOURDET, farmer, of St-Prosper, to wit: Lot No. two (No.2) of the official cadastral plan and book of reference for the fifth range northeast, of the township Watford, and a certain parcel of land taken from lots Nos. fourteen A and fourteen B (Pts. 14A, 14B) of the official cadastre made for the

le sixième rang nord-est du canton Watford, à prendre à l'extrémité nord-ouest des dits lots, ayant pour la largeur des dits lots au chemin, sur la profondeur comprise entre le chemin public au nord-ouest et à la rivière Veilleux au sud-est; tel que le tout est actuellement ainsi que les bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Prosper le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 16 mars 1953.
34448-12-2-o

[Première insertion: 21 mars 1953]
[Seconde insertion: 4 avril 1953]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

St-Jean, à savoir: L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU N° 7432. QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec est, requérant; vs HENRI LEFEBVRE, de Henrysburg, comté de Saint-Jean, intimé.

Comme appartenant à l'intimé, savoir: 1. Un certain terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, de forme irrégulière de soixante-cinq acres et trois rodes, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, borné, au nord, partie par le lot de terre "C" et partie par le lot de terre "E", à l'est par l'arrière ligne de la Seigneurie de Lery, à l'ouest par le lot de terre "F" et au sud par la Seigneurie de Lacolle, sans bâtisse dessus construites, étant les lots numéros cent vingt-cinq, cent vingt-six et cent vingt-sept (Nos 125-126-127) sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington.

2. Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, étant le lot numéro six cent quarante-sept (N° 647) sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, de la contenance de quatre arpents, six perches et onze pieds de largeur sur la devanture, cinq perches en arrière, sur quatorze arpents de profondeur et formant trente-six arpents, seize perches et deux cent quatre-vingt-onze pieds en superficie, borné en front vers le sud par le chemin public, en profondeur vers le nord par le lot numéro 646, d'un côté, à l'est, par le lot N° 644 et de l'autre côté à l'ouest, par la ligne limitative de la Seigneurie de Lacolle, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

3. Un immeuble situé en ladite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle en la deuxième concession De Léry, connu et désigné sous le lot six cent quarante-quatre (644) sur le plan et au livre de renvoi officiels, de ladite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, de la contenance de deux arpents de largeur sur quatorze arpents de profondeur, plus ou moins.

Pour être vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, MERCREDI, le SIXIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-trois, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, 31 mars 1953. 34540-14-2-o
[Première insertion, 4 avril 1953]

sixth range northeast, of the township of Watford, to be taken at the northwest extremity of said lots taking its width at the road, by the depth comprised between the public road on the northwest and the Veilleux River on the southeast; as the whole presently subsists and also the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, in the parish of St-Prosper, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, March 16, 1953.
34448-12-2

[First Insertion: March 21, 1953]
[Second Insertion: April 4, 1953]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Iberville

St John's, to wit: QUEBEC FARM CRE- No. 7432. DIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec East, petitioner; vs HENRI LEFEBVRE, of Henrysburg, county of St John, respondent.

As belonging to the respondent, to wit: 1. A certain farm situate in the parish of Saint-Patrice de Sherrington, of irregular form, of sixty-five acres and three rods, more or less, without guarantee of precise measurement, bounded on the north, partly by lot of land "C" and partly by lot of land "E", on the east, by the rear line of the Seigneurie de Léry, on the west, by lot of land "F" and on the south, by the Seigneurie of Lacolle, without buildings thereon erected, being lots numbers one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six and one hundred and twenty-seven, (Nos. 125-126-127) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Patrice de Sherrington.

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Bernard of Lacolle, being lot number six hundred and forty-seven (No. 647) on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint-Bernard of Lacolle, containing four arpents, six rods and eleven feet in width in frontage, five rods in rear, by fourteen arpents in depth and forming thirty-six arpents, sixteen rods and two hundred and ninety-one feet in superficial area, bounded in front on the South by the public highway, in depth on the north by lot number 646, on one side, on the east, by lot No. 644 and on the other side, on the west, by the boundary line of the Seigneurie of Lacolle, with a house and other buildings thereon erected.

3. An immoveable situate in the said parish of Saint-Bernard of Lacolle in the second Concession De Léry, known and designated under lot six hundred and forty-four (644) on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint-Bernard of Lacolle, containing two arpents in width by fourteen in depth, more or less.

To be sold "en bloc" as forming a one and only estate, at the church door of the parish of Saint-Bernard of Lacolle, WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and fifty-three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office,
Saint-John's, March 31, 1953. 34540-14-2
[First insertion: April 4, 1953]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: **L'ESIEUR & FRÈRE**
N° 7321. **LIMITÉE**, corps po-
litique incorporé, ayant
son principal bureau d'affaires en la cité de Saint-
Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs
JOSEPH PIERRE, de la paroisse de Saint-
Blaise, district d'Iberville, défendeur.

Saisi et pris en exécution comme appartenant
audit défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Blaise,
connue et désignée sous le numéro trente-cinq
(No. 35) du cadastre officiel de la paroisse de
Sainte-Marguerite de Blairindie, mesurant en-
viron quatre arpents de largeur, sur vingt-huit
arpents de profondeur, plus ou moins, avec mai-
sons et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Blaise le QUINZIÈME jour
du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-trois,
à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, **ADELARD FORGET.**
Saint-Jean, 10 mars 1953. 34392-11-2-o
[Première insertion le 14 mars 1953]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec — District de Joliette
Cour Supérieure, **ARMAND DESRO-**
N° 10802 **ACHERS**, garagiste, de

Crabtree Mills, district de
Joliette, y faisant affaires comme tel sous la rai-
son sociale de "A. Desrochers & Fils", demandeur
vs **HORMISDAS LEFEBVRE**, de St-Jacques
de l'Achigan, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession
du défendeur, les biens immobiliers ci-après men-
tionnés et décrits, savoir:

Un emplacement situé dans le village de St-
Jacques connu et désigné comme étant une partie
du lot numéro cinq cent cinquante (P. N° 550)
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la paroisse de St-Jacques, de la contenance
d'environ quarante-sept pieds de largeur, sur
quarante-cinq pieds de profondeur, borné comme
suit: en front par la rue Ste-Anne, en profondeur
par la terre d'Albert Leblanc, d'un côté par le
résidu du lot numéro 550 appartenant à Delphis
Chevalier et de l'autre côté par Dame Vve Gau-
thier, avec une maison et autres dépendances
dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, au village
de Saint-Jacques, district de Joliette, le SIXIÈ-
ME jour du mois de MAI 1953, à ONZE heures
du matin.

Bureau du shérif, **ROLAND PERRAULT.**
Joliette, le 30 mars 1953. 34549-14-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Montmagny
Dans et pour le district de Beauce.

Cour Supérieure, **IRÉNÉE GÉRARD** et
N° 22,086 **ARMAND FAUCHER**,
faisant affaires sous le nom
de **FAUCHER & FAUCHER ENRG.**, à Ste-
Marie de Beauce, défendeurs, vs **GEORGES**
PARENT, de St-Camille, Cté de Bellechasse,
demandeur.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Iberville.

Saint-John's, to wit: **L'ESIEUR & FRÈRE**
No. 7321. **LIMITÉE**, a body po-
litic and corporate, having
its head office in the City of Saint-John's, district
of Iberville, plaintiff, vs **JOSEPH PIERRE**, of
the parish of Saint-Blaise, district of Iberville,
defendant.

Seized and put in execution as belonging to
the said defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Blaise,
known and designated under number thirty-five
(No. 35) of the official cadastre of the parish of
Sainte-Marguerite de Blairindie, measuring
about four arpents in width, by twenty-eight
arpents in depth, more or less, with houses and
dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish
of Saint-Blaise, the FIFTEENTH day of the
month of APRIL, nineteen hundred and fifty-
three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-John's, March 10, 1953. 34392-11-2
[First insertion: March 14, 1953]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec — District of Joliette
Superior Court, **ARMAND DESRO-**
No. 10802 **ACHERS**, garage-keeper of

Joliette, carrying on business
as such under the name of "A. Desrochers & Fils"
plaintiff, vs **HORMISDAS LEFEBVRE**, of St.
Jacques de l'Achigan, district of Joliette, defen-
dant.

As belonging and being in the possession of the
defendant, the real estate hereunder mentioned
and described, to wit:

An emplacement situate in the village of St.
Jacques known and designated as being a part of
lot number five hundred and fifty (P. No. 550) on
the official cadastral plan and the book of reference
of the parish of St. Jacques, containing about
forty-seven feet in width by forty-five feet in
depth, bounded as follows: in front by Ste-Anne
Street, in depth, by the farm of Albert Leblanc,
on one side by the residue of lot number 550 be-
longing to Delphis Chevalier and on the other
side by Dame Widow Gauthier, with a house
and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the village of
Saint-Jacques, district of Joliette, the SIXTH
day of the month of MAY, 1953, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 30, 1953. 34549-14-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Montmagny
In, and for the District of Beauce.

Superior Court, **IRÉNÉE GÉRARD** and
No. 22,086 **ARMAND FAUCHER**, car-
rying on business under the
name of **FAUCHER & FAUCHER ENRG.**, at
Ste. Marie de Beauce, defendant, vs **GEORGES**
PARENT, of St. Camille, county of Bellechasse,
plaintiff.

La demie sud-est du lot 43, rang nord-est chemin Mailloux, Canton de Bellechasse, sur la route nationale à 1½ mille du village de St-Camille, Cté de Bellechasse, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Camille de Bellechasse, MERCREDI le SIXIÈME jour de MAI, 1953, à DEUX heures et DEMIE (2½) de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER,
Montmagny, le 30 mars 1953.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE CANADIAN SU-
N° 319001. RETY COMPANY de-
manderesse, vs OVILA
POIRIER, défendeur.

"Un emplacement situé en la cité de Montréal, sur la rue Desnoyers, autrefois rue Chestnut, mesurant trente pieds de largeur en front et trente-trois de largeur en arrière par une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds (95') dans une ligne et quatre-vingt quinze pieds et demi (95 ½') dans une autre ligne, mesure anglaise et plus ou moins et composé des lots numéro un de la subdivision du lot numéro mil six cent soixante-douze et le numéro un de la subdivision du lot numéro cent trente-huit de la subdivision du lot numéro mil six cent soixante-quatorze (Nos. 1672-1 & 1674-138-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 818 à 828 inclusivement de la dite rue Desnoyers et les servitudes actives et passives s'y rattachant; avec droit de passage à pieds et en voiture sur une lisière de terre à être prise sur le lot de terre connu sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro mil six cent soixante-douze (No. 1672-2) aux dit plan et livre de renvoi officiels, le dit droit de passage étant pour l'utilité du dit lot No. 1672-1 pour communiquer de ce dernier à la ruelle voisine du dit lot No. 1672-2 et portant le numéro trois de la subdivision du lot numéro mil six cent soixante-douze (No. 1672-3) aux dit plan et livre de renvoi officiels; cette lisière de terre est prise à la profondeur du dit lot No. 1672-2 et mesure dix pieds (10') de profondeur par toute la largeur du dit lot No. 1672-2 à cet endroit et se trouve borné comme suit: en front par le résidu du dit lot No. 1672-2 d'un autre côté par la dite ruelle et en arrière par partie du dit lot No. 1672, en commun avec ceux y ayant droit et tel qu'établi dans l'acte enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No. 276539".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montreal, 25 mars 1953. 34512-14-2-x-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { CREDIT FINANCE
N° 317671. COMPANY, deman-
deresse, vs ROGER GA-
RIEPPY, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Pelletier, à Montréal-Nord, connu et désigné

The south-east half of lot 43, north-east range Mailloux road, township of Bellechasse, on the National highway, to 1½ mile from the village of St-Camille, county of Bellechasse, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Camille de Bellechasse, WEDNESDAY, the SIXTH day of MAY, 1953, at TWO THIRTY o'clock (2½) in the afternoon.

CHS. OMER BERNIER,
Sheriff's Office,
Montmagny, March 30, 1953. Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C.— District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CANADIAN SU-
No. 319001. RETY COMPANY,
plaintiff, vs OVILA POI-
RIER, defendant.

"An emplacement situate in the City of Montreal, on Desnoyers Street, formerly Chestnut Street, measuring thirty feet in width, in front, and thirty-three in width, in the rear, by a depth of ninety-five feet (95') on one line and ninety-five feet and one half (95 ½') on another line, English measure, more or less, and consisting of lots number one of the subdivision of lot number one thousand six hundred and seventy-two and number one of the subdivision of lot number one hundred and thirty-eight of the subdivision of lot number one thousand six hundred and seventy-four (Nos. 1672-1 & 1674-138-1) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; with buildings erected thereon, bearing civic numbers 818 to 828 inclusive of the said Desnoyers Street and active and passive servitudes attached thereto; with right-of-way on foot or driving, on a strip of land to be taken from lot of land known as number two of the subdivision of lot number one thousand six hundred and seventy-two (No. 1672-2) of the said official plan and book of reference, the said right-of-way being for the useful purpose of said lot No. 1672-1, as means of communication between the latter and the neighbouring lane of said lot No. 1672-2 and bearing number three of the subdivision of lot number one thousand six hundred and seventy-two (No. 1672-3) on the said official plan and book of reference; this strip of land is taken from the depth of the said lot No. 1672-2 and measures ten feet (10') in depth on the whole width of said lot No. 1672-2 at this point, and is bounded as follows: in front, by the residue of said lot No. 1672-2, on another side by the said lane, and in the rear by part of said lot No. 1672, in common with those having rights thereto, and as established in the deed registered in the Registrar's office of Hochelaga and Jacques-Cartier, under No. 276539."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, March 25th, 1953. 34512-14-2-x Sheriff.

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { CREDIT FINANCE
No. 317671. COMPANY, Plaintiff
vs ROGER GARIEPPY, de-
fendant.

That certain emplacement fronting on Pelletier Street in Montreal-North, known and designated

comme étant la subdivision numéro quarante du lot originaire numéro soixante (60-40) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 10790 de ladite rue Pelletier.

Telle que la propriété se trouve présentement, avec tous les droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 25 mars 1953. 34511-14-2-x

as subdivision number Forty of Original lot number Sixty (60-40) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet.

With the building thereon erected bearing civic number 10790 of said Pelletier Street.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, March 25th, 1953. 34511-14-2-x-o

SAGUENAY

Canada — Province de Québec

District de Saguenay

Cour Supérieure, { ANGLO CANADIAN
N° 6876. { PULP & PAPER
MILLS LTD., corps politique

et incorporé ayant le siège social de ses affaires dans la cité de Québec, demanderesse; vs ALEXANDRE MILLER, Garde Forestier, domicilié à Rivière Bersimis, dans la municipalité de Sainte-Thérèse de Colombier, dans le district de Saguenay, défendeur.

Deux lopins de terre formant partie du bloc "A" du cadastre officiel du canton Betsiamites, et communément appelé Pointe Betsiamite, et sur lesquels se trouve érigés les bâtisses ainsi que circonstances et dépendances dudit Alexandre Miller.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Thérèse de Colombier, MARDI, le VINGT ET UN AVRIL 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.
La Malbaie, le 10 mars 1953. 34410-11-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François, Sherbrooke,

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 2505 { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-

corporé, ayant son siège social à Québec, requérant, vs EMERY LECLERC, de Springhill, Cte Frontenac, district de St-François, intimé.

Comme appartenant au dit défendeur:

"Cet immeuble connu et désigné comme étant les lots de terre numéros cent cinquante-trois et cent cinquante-quatre (153-154), et la moitié nord du lot de terre numéro cent cinquante-cinq (1/2 N. 155), avec, en plus, une partie de ce lot ayant un acre de largeur, par deux acres (2) de profondeur et borné comme suit: au nord, par le terrain ci-dessus mentionné: à l'est, par la ligne de division entre les rangs trois et quatre de Marston; au sud, et à l'ouest, par le terrain de John J. MacIver; le tout, avec bâtisses dessus construites, et dépendances; le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Marston."

Pour être vendus "en bloc" les dits lots, avec bâtisses, à la porte de l'église paroissiale de St-René Goupil de Marsboro, MERCREDI, le SIX MAI 1953, à DIX heures a.m. (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 31 mars 1953. 34548-14-2-o
[Première insertion, le 4 avril 1953]

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec

District of Saguenay

Superior Court, { ANGLO CANADIAN
No. 6876. { PULP & PAPER
MILLS LTD., a body politic

and corporate having its head office in the city of Quebec, plaintiff; vs ALEXANDRE MILLER, Forest Ranger, domiciled at Rivière Bersimis, in the municipality of Sainte-Thérèse de Colombier, in the district of Saguenay, defendant.

Two parcels of land forming part of block "A" of the official cadastre of the township of Betsiamites, and commonly called "Pointe Betsiamite", and upon which are erected the buildings as well as circumstances and dependencies of the said Alexandre Miller.

To be sold at the church door of the parish of St. Thérèse de Colombier, on TUESDAY, APRIL TWENTY-FIRST, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff's Office,
La Malbaie, March 10, 1953. 34410-11-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis, Sherbrooke,

Superior Court, { QUEBEC FARM DREDIT
No. 2505 { BUREAU, body politic
and incorporated, having its

head office at Quebec, applicant, vs EMERY LECLERC, of Springhill, County of Frontenac, appellee.

As belonging to the said defendant:

"That immovable known and designated as being the lots of land numbers one hundred and fifty-three and one hundred and fifty-four (153 & 154) and the north half of lot number one hundred and fifty-five (1/2 N. 155), with, also, a part of this lot having one acre in width by two (2) acres in depth, and bounded as follows: to the north, by the piece of ground above mentioned; to the east, by the division line between ranges three and four of Marston; to the south, and to the west, by the property of John J. MacIver; the whole, with buildings thereon erected and dependances; the whole according to the official plan and book of reference for the township of Marston."

To be sold "en bloc" the said lots, with buildings, at the door of the parochial church of St-René Goupil of Marsboro, WEDNESDAY, the SIXTH of MAY 1953, at TEN in the forenoon, (Standard time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sherbrooke,
this 31st of March, 1953. 34548-14-2-o
[First insertion, April the 4th, 1953]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias

District de Temiscamingue

Cour Supérieure, { **A DONIAS MARSEILLE**,
N° 418 { cultivateur de St. Bruno
de Guigues, dans le district
de Temiscamingue, demandeur vs **BRUNO**
BRIEN, commerçant des mêmes lieux, défendeur.

Comme appartenant au défendeur: -

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Guigues, comme étant le lot neuf (9) du rang quatre (4) canton Guigues, avec les bât.sses dessus construites, avec appartenances et dépendances, contenant le dit immeuble environ 96 acres; a distraire toutefois une lisière de terrain d'environ 3.38 acres vendu par Bruno Brien à la Coopérative d'Électricité du Temiscamingue, laquelle vente a été enregistrée a Ville-Marie sous le N° 41097.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Bruno de Guigues, dans le district de Temiscamingue dans la Province de Québec, **MARDI le VINGT-UNIÈME** jour du mois d'**AVRIL 1953 à DIX** heures de l'avant midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **JULES GRENIER**.
Palais de Justice,
Ville-Marie, ce 9 mars 1953. 34411-11-2-o
[Première insertion: 14 mars 1953]

TERREBONNE

ERRATUM

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **A DELARD HOTTE**, in-
N° 20588. { dustriel de Lesage, de-
mandeur, vs **PIERRE HUR-**
TUBISE, domicilié et résidant en les cité et district de Montréal, et ayant une place d'affaires à Ste-Anne des Lacs, dans le district de Terrebonne, défendeur, et Le Registrateur de la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, Mis-en-cause, et **BOCK & TETREAU LIMITEE**, un corps politique incorporé suivant la loi, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, Intervenants.

Dans l'annonce parue comme première insertion, à la page 1139 et suivante, de la *Gazette officielle de Québec*, tome 85, édition 13, 28 mars 1953, à la neuvième ligne du premier paragraphe dudit avis, il faut lire: "Bock & Tétreau Limitée" au lieu de "Rock & Tétreau Limitée"; et, dans la version française, du paragraphe a) à la cinquième ligne, lire: "St-Sauveur des Monts".

34515-x-o

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias

District of Temiscamingue -

Superior Court, { **A DONIAS MARSEILLE**,
No. 418 { farmer of St. Bruno de
Guigues, in the district of
Temiscamingue, plaintiff, vs **BRUNO BRIEN**,
dealer in the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the Township of Guigues, as being lot nine (9) of the fourth range (4) Township of Guigues, with buildings thereon erected, with appurtenances and dependencies, containing the said immoveable about 96 acres; to subtract, however, a strip of land of about 3.38 acres sold by Bruno Brien to the "Coopérative d'Électricité du Temiscamingue", which sale was registered at Ville-Marie under No. 41097.

To be sold at the parochial church door of St. Bruno de Guigues in the district of Temiscamingue, in the Province of Quebec, **TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.**

JULES GRENIER,

Sheriff's Office,
Court House,
Ville-Marie, March 9, 1953. 34411-11-2
[First insertion March 14th, 1953]

TERREBONNE

ERRATUM

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **A DELARD HOTTE**, indus-
No. 20588 { trialist of Lesage, plain-
tiff, vs **PIERRE HUR-**
BISE domiciled and residing in the city and district of Montreal, and having a place of business at Ste-Anne des Lacs, in the district of Terrebonne, defendant, and The Registrar of the Registry Division of the County of Terrebonne, Mis-en-cause, and **BOCK & TETREAU LIMITEE**, a body politic incorporate according to law, having its head office in the city and district of Montreal, Intervener.

In the publication which appeared as a first insertion, on page 1139 and following, of the *Quebec Official Gazette*, Vol. 85, 13th edition, March 28, 1953, on the ninth line of the first paragraph of the said notice, please read: "Bock & Tétreau Limitée" instead of "Rock & Tétreau Limitée"; and in the French version, of paragraph a) on the fifth line, please read: "St-Sauveur des Monts".

34515-x

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 14

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Gallow vs Arlin. 1164

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Wright vs Wilkie 1165

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gallow vs Arlin. 1164

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Wright vs Wilkie 1165

ARRETÉS EN CONSEIL:

335 — Concernant le nouveau développement minier dans les régions éloignées du Nouveau-Québec (Extrait)	1165
374-A — Imprimerie dans la région de Québec	1166
374-B — Fer et bronze d'ornementation dans la région de Montréal	1168
374-C — Construction dans la région de Montréal	1168
374-D — Construction dans la région des Cantons de l'Est	1169
374-E — Construction, comtés de Terrebonne et Labelle	1169
374-H — Construction de Montréal	1170

ASSEMBLÉES:

Quebec Central Railway Company	1171
Richelieu Bridge Company Limited	1170

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1157 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1157
------------------------------------	------

AVIS DIVERS:

Clover Petroleum Ltd. (Changement d'agent)	1173
Croydon Furniture Mfg. Co. Ltd (Directeurs)	1171
Hospice Saint-Henri Incorporée (Règlements)	1172
Le Garage Coopératif de Victoriaville (Fondation)	1172
Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Damien de Brandon (Fondation)	1180
L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Directeurs)	1173
Montreal Stevedoring Corporation (Directeurs)	1172
Syndicat Coopératif d'Habitations de Saint Hilaire (Fondation)	1173
Syndicat des Charpentiers Menuisiers de Shawinigan Falls (Changement de nom)	1172
The Red Reel Credit Union (Fondation)	1171

CHARTES — ABANDON DE:

Adolphe Studio Limitée — Adolphe Studio Limited	1174
J. Edmond Côté Limitée	1174
L'Association des Policiers et Pompiers de la Cité de Granby, Inc.	1174
Robert Berry Co. Ltd.	1174

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Isle Maligne, annexion à la ville de	1174
--------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Immaculée-Conception	1175
Limbou (Catholique)	1177
Stanstead, canton de	1176
St-Jean, paroisse de	1175
St-Pierre-Baptiste	1175
Windsor, canton de	1175

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Gaspé, village de	1177
Lafèche, canton de	1177

ORDERS IN COUNCIL:

335 — Concerning new mining development in the outlying regions of New-Quebec (Excerpt)	1165
374-A — Printing in the district of Québec	1166
374-B — Ornamental iron and bronze in the district of Montreal	1168
374-C — Construction in the district of Montreal	1168
374-D — Construction in the district of Eastern Townships	1169
374-E — Construction, counties of Terrebonne and Labelle	1169
374-H — Construction of Montreal	1170

MEETINGS:

Quebec Central Railway Company	1171
Richelieu Bridge Company Limited	1170

MISCELLANEOUS NOTICES:

Clover Petroleum Ltd. (Change of agent)	1173
Croydon Furniture Mfg. Co. Ltd. (Directors)	1171
Hospice Saint-Henri Incorporée (By-Laws)	1172
Le Garage Coopératif de Victoriaville (Foundation)	1172
Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Damien de Brandon (Foundation)	1180
L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Directors)	1173
Montreal Stevedoring Corporation (Directors)	1172
Syndicat Coopératif d'Habitations de Saint Hilaire (Foundation)	1173
Syndicat des Charpentiers Menuisiers de Shawinigan Falls (Change of name)	1172
The Red Reel Credit Union (Foundation)	1171

CHARTERS — SURRENDER OF:

Adolphe Studio Limitée — Adolphe Studio Limited	1174
J. Edmond Côté Limitée	1174
The Association of Policemen and Firemen of the City of Granby, Inc.	1174
Robert Berry Co. Ltd.	1174

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Isle Maligne, annexation to the town of	1174
---	------

EDUCATION:

School Municipality of:

Immaculée-Conception	1175
Limbou (Catholic)	1177
Stanstead, township of	1176
St-Jean, parish of	1175
St-Pierre-Baptiste	1175
Windsor, township of	1175

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Gaspé, village of	1177
Lafèche, township of	1177

St-Colomb-de-Sillery, paroisse de... 1177
Ste-Famille-de-Boucherville, paroisse de 1178

St-Colomb-de-Sillery, parish of... 1177
Ste-Famille-de-Boucherville, parish of 1178

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Chicoutimi (Prélèvement)... 1183
Chemise, province de Québec (Prélèvement)... 1178
Construction, Cantons de l'Est (Prélèvement)... 1181
Construction, comtés de Roberval, etc. (Prélèvement)... 1179
Débardeurs, navigation océanique, dans le Port de Québec (Modification)... 1188
Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la Province (Modification)... 1189
Le Syndicat National Catholique des Employés du Bois Ouvré de Québec (Avis)... 1185
Vérificateurs, navigation océanique, dans le Port de Québec (Modification)... 1190

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers of Chicoutimi (Levy)... 1183
Shirt, Province of Quebec (Levy)... 1178
Construction, Eastern Townships (Levy)... 1181
Construction, counties of Roberval, etc. (Levy)... 1179
Longshoremen, ocean navigation, in the Harbour of Quebec (Amendment)... 1188
Charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the Eastern region of the Province (Amendment)... 1189
Le Syndicat National Catholique des Employés du Bois Ouvré de Québec (Notice)... 1185
Checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec (Amendment)... 1190

LETTRES PATENTES:

Club Richelieu Drummondville... 1158
Dorval Construction Ltd... 1159
Eug. Chalifour, Inc... 1159
Giroux Automobile Ltée... 1159
Grenon Frères, Ltée... 1159
Laberge, Inc... 1160
L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec — The Quebec Lumber Manufacturers' Association... 1160
Paradis des Dames Inc... 1161
Paris Style Leather Goods Inc... 1161
Paul-O. Lepage, Limitée... 1161
Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)... 1191
Province of Quebec School Curling Association... 1162
Quebec Catering Limited... 1162
Raybec Construction Company Inc... 1162
Reliance Trading Corp... 1163
Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd... 1163
Ritchie Co., Ltd... 1163
St. Lawrence Clothing Co. Ltd... 1164
Shulman Paper & Twine Inc... 1164

LETTERS PATENT:

Club Richelieu Drummondville... 1158
Dorval Construction Ltd... 1159
Eug. Chalifour, Inc... 1159
Giroux Automobile Ltée... 1159
Grenon Frères, Ltée... 1159
Laberge, Inc... 1160
L'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec — The Quebec Lumber Manufacturers' Association... 1160
Paradis des Dames Inc... 1161
Paris Style Leather Goods Inc... 1161
Paul-O. Lepage, Limitée... 1161
Pieuse Société des Filles de Saint Paul (Montréal)... 1191
Province of Quebec School Curling Association... 1162
Quebec Catering Limited... 1162
Raybec Construction Company Inc... 1162
Reliance Trading Corp... 1163
Richard Hemsley (Dominion Square) Ltd... 1163
Ritchie Co., Ltd... 1163
St. Lawrence Clothing Co. Ltd... 1164
Shulman Paper & Twine Inc... 1164

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Valdorienne... 1191

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

American Automobile Fire Insurance Company... 1191

PROCLAMATION:

Concernant le jour du couronnement de Sa Majesté la Reine Elizabeth II... 1192

RATIFICATION DE TITRE:

Denys, Arthur... 1192

SOUMISSIONS:

Gaspé, commissaires d'écoles catholiques de... 1193
Montmorency, ville de... 1196

WINDING UP NOTICE:

La Valdorienne... 1191

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

American Automobile Fire Insurance Company... 1191

PROCLAMATION:

Concerning the Coronation Day of Her Majesty the Queen Elizabeth II... 1192

CONFIRMATION OF TITLE:

Denys, Arthur... 1192

TENDERS:

Gaspé, Catholic School Commissioners of... 1193
Montmorency, town of... 1196

Otterburn Park, munic. de.	1194	Otterburn Park, munic. of.	1194
Ste-Foy, ville de.	1195	Ste-Foy, town of.	1195
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company. . .	1198	Canadian Pacific Railway Company. . .	1198
Canadian Pacific Express Company. . .	1197	Canadian Pacific Express Company. . .	1197
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Nadon vs Bisson.	1198	Nadon vs Bisson.	1198
BEAUCÉ:		BEAUCÉ:	
Rodrigue vs Poulin.	1198	Rodrigue vs Poulin.	1198
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Lesieur & Frère Limitée vs Pierre. . .	1200	Lesieur & Frère Limitée vs Pierre. . .	1200
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lefebvre.	1199	The Quebec Farm Loan Board vs Le- febvre.	1199
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Desrochers vs Lefebvre.	1200	Desrochers vs Lefebvre.	1200
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Faucher <i>et al</i> vs Parent.	1200	Faucher <i>et al</i> vs Parent.	1200
MONTREAL:		MONTREAL:	
Credit Finance Company vs Gariépy. .	1201	Credit Finance Company vs Gariépy. .	1201
The Canadian Surety Company vs Poirier.	1201	The Canadian Surety Company vs Poirier.	1201
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd. vs Miller.	1202	Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd. vs Miller.	1202
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Leclerc.	1202	The Quebec Farm Loan Board vs Le- clerc.	1202
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
Marseille vs Brien.	1203	Marseille vs Brien.	1203
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Hotte vs Hurtubise (Erratum).	1203	Hotte vs Hurtubise (Erratum).	1203
34515-o		34515-o	